

# LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BÉNIN

55<sup>ème</sup> ANNÉE - NUMÉRO 784

21 DÉCEMBRE 2001 - 150 Francs CFA

## QUEL BILAN FAIRE DE LA SITUATION DES ENFANTS ?

Dans quelques jours, l'An 2001 rentrera dans l'histoire. Ça ne fait plus d'ombre d'un doute. Convaincus, les plus pressés d'entre nous, ont hâte de voir une nouvelle année commencée. Et l'on se prépare pour les fêtes. Pour certains, c'est déjà l'heure d'avoir à ressasser les effets drastiques de la pauvreté avec ses cortèges de misère. Pour d'autres encore, c'est le bilan des conséquences néfastes de la guerre, des conflits armés dont les premières victimes sont les enfants. Les droits de ces derniers sont constamment bafoués, piétinés. Et pourtant ! Oui, pourtant le "développement durable d'un pays, la paix et la sécurité dans le monde ne sont possibles, pour paraphraser Carol Bellamy, directrice générale du Fonds des Nations unies pour l'Enfance, que si les droits et le bien-être des enfants sont garantis. De fait, les enfants devraient être au centre des préoccupations de tous. Sans nul

doute, une prise de conscience s'impose. Et l'engagement et l'action sont nécessaires à tous les niveaux : responsables et entrepreneurs locaux, artistes et scientifiques, enseignants et sportifs, chefs religieux et chefs traditionnels, journalistes, griots et musiciens, organisations non gouvernementales, communauté internationale, les enfants eux-mêmes, etc.

Avec Nelson Mandela, disons que "l'avenir de nos enfants dépend de nos capacités d'initiative et des choix politiques des dirigeants".

À l'approche des fêtes de Noël et de fin d'année 2001, quel bilan faisons-nous de la situation des enfants ? Une pause s'impose pour voir le chemin parcouru et la responsabilité qui est la nôtre. C'est à cela que nous invitons tous, à travers nos divers articles en pages 6, 7, 8.

La rédaction



## NOËL AUJOURD'HUI : L'EMMANUEL À LA RENCONTRE D'UN MONDE ÉPROUVÉ

« Aube nouvelle dans notre nuit :  
Pour sauver son peuple, Dieu va venir.  
Joie pour les pauvres, fête aujourd'hui :  
Il faut préparer la route au Seigneur »  
(PTP, 1145).

Splendeur de mémoire, de présence et d'attente, telle est l'hymne que

chante aujourd'hui l'Église universelle comme jadis le peuple d'Israël dans la joyeuse espérance de son Libérateur. Il est venu (mémoire). Il est là, (présent), ici et maintenant (mémorial, Présence vivante, actualisation). Il viendra encore dans la gloire (joyeuse attente du jour nouveau). Ainsi résumé, c'est le sens spirituel du temps de l'Avent, période d'une vie qui nous prépare à l'avènement du Règne de Dieu: Noël. « Dies natalis Domini: jour de la naissance du Seigneur ! » Jour où l'allégresse du cœur de Dieu visite la tristesse des hommes ! Jour tant attendu

(Lire la suite à la page 9)

NOTRE ENGAGEMENT POUR UNE COMMUNAUTÉ VIVANTE ET SOLIDAIRE

UNE VISION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

(Lire nos informations à la page 2)

## LETRE OUVERTE ILS SONT INDÉFENDABLES

par son Excellence Monseigneur Pascal N'Koué, évêque de Natitingou

(Lire nos informations à la page 2)

## S'ENGAGER À PROMOUVOIR L'HUMANISME CHRÉTIEN À L'HEURE DE LA MONDIALISATION

### À L'ÉCOUTE ...



... DU PAPE

(...) Experte en humanité, l'Église est interpellée afin de discerner et d'évaluer le novum culturel produit

par la mondialisation. Il s'agit d'un novum qui concerne l'ensemble de la communauté des hommes, appelée par Dieu, Créateur et Père, à former une seule famille au sein de laquelle sont reconnus, à tous les mêmes droits et devoirs, en vertu de la dignité commune et fondamentale de la personne humaine.

Le discernement que nous sommes appelés à opérer en tant que disciples du Christ, tout en concernant également l'aspect économique et financier de la mondialisation, a pour objet premier ses inévitables conséquences humaines, culturelles et spirituelles. Quelle image de l'homme est proposée et, dans un certain sens, imposée ? Quelle culture est favorisée ? Quel espace est réservé à l'expérience de foi et à la vie intérieure ?

On a l'impression que les dynamiques complexes, provoquées par la mondialisation de l'économie et par les moyens de communication, tendent à réduire progressivement l'homme à l'état de valeur variable de marché, de monnaie d'échange, de facteur sans aucune importance dans les

choix fondamentaux. L'homme risque de se sentir ainsi écrasé par des mécanismes de dimensions mondiales sans visage et de perdre toujours davantage son identité et sa dignité de personne.

En raison de telles dynamiques, les cultures elles-mêmes, si elles ne sont pas accueillies et respectées dans leur propre originalité et richesse, mais adaptées de force aux exigences du marché et des modes, peuvent courir le risque de l'homologation. Il en découle un produit culturel caractérisé par un syncrétisme superficiel, dans lequel s'imposent de nouvelles échelles de valeurs, dérivant de critères souvent arbitraires, matérialistes et consuméristes et, qui plus est, réticents à toute ouverture au Transcendant.

Ce grand défi, qui au début du nouveau millénaire, met en jeu la vision même de l'homme, son destin et l'avenir de l'humanité, impose un discernement attentif et approfondi, intellectuel et théologique du paradigme anthropologique et culturel produit par ces changements radicaux. Dans ce contexte, les

académies pontificales peuvent offrir une contribution précieuse, en orientant les choix culturels de la communauté chrétienne et de toute la société et en proposant des occasions et des instruments de dialogue entre foi et culture, entre révélation et problématiques humaines. Elles sont par ailleurs appelées à suggérer des parcours de connaissance critique et de dialogue authentique qui placent toujours l'homme et sa dignité au centre de tout projet, afin d'en promouvoir le développement intégral et solidaire.

Il faut vaincre toute peur et affronter de tels défis radicaux, confiants dans la lumière et dans la force de l'Esprit que le Seigneur ressuscité continue de donner à son Église. « Due in altum ! » (...)

Vatican, 8 novembre 2001

Jean-Paul II

Discours à la séance publique des Académies pontificales



L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE

## LETTRE OUVERTE ILS SONT INDÉFENDABLES

par son Excellence Monseigneur Pascal N'Koué, évêque de Natitingou

« On a cassé ». C'est par ces mots que la nouvelle m'est parvenue. Un bâtiment du Centre de santé Saint-Luc de Natitingou et qui abritait les enfants malades, anémiques et malnutris dont s'occupaient les Sœurs de Mère Thérèse a été cassé. Un service exceptionnel, rendu avec beaucoup d'amour, dans un dévouement total et désintéressement exemplaire a été sauvagement démolit. **Ceux qui ont commis cet acte sont indéfendables.** Car une œuvre sociale de ce genre mérite beaucoup de respect et d'encouragement de la part de tous.

Des casseurs sont arrivés le 15 novembre 2001 et ils ont effectivement cassé, sous prétexte qu'une nouvelle voie devait passer à côté du bâtiment. Ils étaient arrivés quelques jours plus tôt pour cette démolition et cela sans préavis. Mais les religieuses susmentionnées, grâce à leurs supplications instantes, réussirent à obtenir un laps de temps à peine suffisant pour évacuer les enfants ou plus exactement pour les renvoyer à qui mieux mieux. Puis il fallait vider le local. Une véritable panique s'était alors abattue sur cette maison de paix.

Les religieuses de Mère Thérèse se disent choquées par cet acte inqualifiable. Nous sommes dans un pays pauvre et dont nous voulons tous le développement. Mais un développement au détriment de la vie des petits enfants de la nation et de leur santé est une injustice sans nom. C'est un grand pas en arrière vers la sauvagerie et la jungle.

L'Église Catholique dans ce département, et cela dès les débuts de la mission, a œuvré efficacement pour le développement. Les missionnaires ont ouvert des voies, fait des ponts, creusé des puits, construit des écoles et des centres de santé, sauvé des vies humaines, éduqué et formé des enfants, promu hommes et femmes, etc. Beaucoup ont pu évoluer grâce aux institutions de l'Église. N'eût été l'action coordonnée et héroïque de l'Église Catholique, notre Atacora serait beaucoup plus arriéré. Personne ne peut me contredire là-dessus. Nous continuons, malgré toutes les difficultés, ce beau travail des missionnaires afin d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens. Mais les plus reconnaissants ne sont pas toujours ceux qui ont le plus bénéficié de nos services... Je revois encore l'imam de Natitingou, en délégation officielle, venir à l'évêché pour nous remercier au nom de la communauté musulmane pour tout ce que l'Église fait pour le bien de nos populations.

Je le répète, nous sommes dans une région très pauvre. L'Atacora est considérée à tort ou à raison comme la « Sibérie » du Bénin. À preuve, les fonctionnaires et les instituteurs du Sud acceptent difficilement de monter travailler chez nous. Ils



Son Excellence Monseigneur Pascal N'Koué.

considèrent leur affectation dans notre région comme un châtiment et un déshonneur. Pendant que nous nous tuons pour améliorer l'image de l'Atacora, d'autres se permettent de casser sans scrupules. Casser un bâtiment construit à grands frais et avec beaucoup de sacrifice, en matériaux définitifs et qui, de surcroît, abritait la couche la plus fragile de notre population ! J'y perds mon latin. C'est indigne des responsables des pouvoirs publics qui sont la cause de cette démolition. **Ils sont indéfendables.** C'est une injure très grave envers ces petits et pauvres innocents, un mépris sans nom vis-à-vis du dévouement de l'Église. Avec un peu de bon sens et d'amour pour les enfants, on aurait pu éviter cette destruction, car la voie en question ne tombait pas droit sur le bâtiment. On a souvent vu les bulldozers éviter soigneusement certains édifices. Aucun argument, si logique soit-il, ne me convaincra qu'il fallait détruire à tout prix ce bâtiment. Vraiment **ils sont indéfendables.**

subir ce mépris de la pire espèce ? Nous sommes des êtres pacifiques. Et nous travaillons pour le bien de tout le monde sans aucune ambition humaine, sans aucune discrimination d'ethnie, de sexe ni de religion. Et tout cela au nom de Notre Seigneur Jésus-Christ venu sauver par amour l'humanité entière.

Pour cette démolition, il y a eu un abus d'autorité quelque part ou une faiblesse de l'autorité. Car j'ai l'impression que certaines autorités n'ont pas d'autorité. Chacun se lève pour faire ce qu'il veut dans ce pays sans être inquiété par qui que ce soit. Voilà pourquoi l'insécurité règne chez nous. L'impunité semble être érigée en loi, le mensonge et la corruption en système. Les brigands ne craignent plus les forces de sécurité mais plutôt les brûleurs d'hommes. Ce phénomène, nous l'appelons avec pudeur : « vindicte populaire ». Mais il révèle à quel point l'autorité publique est en crise. Le vice semble être exalté et la vertu combattue. J'en suis outré et navré.

La protection de la vie des êtres humains doit être au centre des préoccupations des activités du gouvernement. Ce serait horrible si les responsables des pouvoirs publics étaient convaincus que l'effort pour lutter contre la pauvreté passe nécessairement par le mépris et l'élimination des enfants et des pauvres. Quelle confusion de penser cela, je veux dire quel manque de discernement ! Alors qu'aujourd'hui, il y a une inflation des droits de l'homme, nous semblons oublier que le tout premier est le droit à la vie. Même les enfants des gens pauvres ont droit à la vie. Car ils sont eux aussi fils et filles de la Nation.

Je voudrais rassurer l'État que son meilleur allié en matière de développement durable, c'est encore l'Église. S'il ne peut pas nous aider à faire évoluer nos œuvres sociales, de grâce, qu'il ne dirige pas ses bulldozers contre nos structures réalisées au prix de grands sacrifices et d'abnégation pour faire du bien aux couches faibles et défavorisées. **Nous ne nous développerons jamais si nous ne savons pas gérer notre pauvreté.** Soyons donc un peu plus responsables.

Si mon cri d'indignation a offensé quelqu'un, qu'il veuille me pardonner. Je suis descendu dans l'arène parce que je n'en pouvais plus. Mais à tous et aux autorités publiques de la place, je réitère mon affection, ma considération et mes encouragements pour une meilleure collaboration au service du peuple tout entier.

Je prie pour vous tous et vous bénis.  
**JOYEUX NOËL !**

Fait à Natitingou, 1<sup>er</sup> décembre 2001.



## ÉCHOS DE NOS DÉPARTEMENTS... ÉCHOS DE NOS DÉPARTEMENTS

## ATACORA - DONGA

## DES DONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Les orphelinats, des centres des aveugles et malvoyants, des personnes handicapées de toutes catégories et leurs structures d'encadrement ont reçu il y a quelques jours, en dons, divers matériels offerts par le ministère de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité. La cérémonie de remise officielle des dons s'est déroulée au Ciné "Bopessi" de Natitingou sous la présidence de Madame Claire Houngan Ayémona, ministre de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité qui avait à ses côtés, le préfet des départements de l'Atacora et de la Donga, M. Edouard André Ouin-Ouro.

Au-delà de ce témoignage concret que le gouvernement a voulu ainsi manifester aux personnes handicapées, ce geste s'inscrit dans le cadre de la célébration au Bénin, du 2 au 3 décembre 2001 de la Journée internationale de la canne blanche.

Ces divers matériels sont composés entre autres, de dix tricycles, onze cannes blanches, des sacs de riz, des cartons de savons Palmida, des flacons d'eau de Javel, des bidons de crésyl, des bassins, des nattes en nylon, des boîtes de médicaments.

L'occasion fut ainsi offerte au préfet des départements de l'Atacora et de la Donga d'accompagner modestement l'élan de solidarité dont sont l'objet certaines couches vulnérables de ses administrés. À cet effet, M. Edouard André Ouin-Ouro a procédé à la remise de 150 balais, 15 rateaux, 6 brouettes et 30 pelles à des groupements de femmes prenant une part active à la salubrité de la ville de Natitingou.

En prélude aux manifestations ayant marqué la célébration de la Journée internationale des personnes handicapées et de la canne blanche, une exposition des œuvres réalisées par les personnes handicapées a été organisée au Ciné "Bopessi" de Natitingou. Cette exposition a été suivie d'une conférence-débat sur le thème: "Solidarité communautaire et autoassistance des personnes handicapées" et d'une soirée récréative dénommée "Nuit des personnes handicapées" animée par les intéressés eux-mêmes.

## ATLANTIQUE - LITTORAL

## LES TECHNOLOGIES POST-RÉCOLTES POUR LIMITER LES INNOMBRABLES PERTES DE RÉCOLTES

Aujourd'hui, les statistiques démontrent qu'au Bénin, environ 12% de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté. C'est ainsi qu'une majorité de femmes et d'enfants souffrent de pénurie alimentaire de manière cyclique ou chronique. Voilà une situation qui ne peut laisser indifférent. Au contraire, elle mérite qu'on tire la sonnette d'alarme comme le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche l'a fait dans son message à l'occasion de la célébration, le 12 octobre dernier, de la 6<sup>ème</sup> Journée mondiale de l'alimentation.

Sans doute qu'on pourrait espérer de meilleures conditions de vie, et à tout le moins, la sécurité alimentaire pour les laborieuses populations des villes et des campagnes si notre agriculture était

moderne et performante. Or à quoi assistons-nous? La prédominance des technologies traditionnelles de stockage et de transformation avec les conséquences néfastes que nul ne méconnaît: cela entraîne les innombrables pertes qui s'observent sur les récoltes, principalement sur les fruits périssables comme la tomate, la mangue, les agrumes, sur les vivriers tels que maïs, sorgho, mil, niébé, igname. Ces pertes auraient pu être réduites de manière substantielle si les technologies mises en œuvre étaient adaptées. Telles sont quelques-unes des nécessités qui ont dicté la tenue de l'atelier régional sur la recherche et le développement des technologies post-récoltes dont les travaux ont démarré le mardi 11 décembre dernier à l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), station Bénin à Cotonou.

L'atelier est organisé par l'Institut national de recherches agricoles du Bénin (INRAB), le Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Programme d'appui au développement du secteur agricole du Bénin (PADSA) et l'IITA. Il vise essentiellement l'amélioration de la qualité des produits après la récolte. Une cinquantaine de spécialistes des questions de technologies post-récoltes sont venus de dix pays d'Afrique et d'Europe en vue de prendre part à l'atelier.

À la séance d'ouverture officielle des travaux, M. Cosme Akpodji, directeur de cabinet du ministre a notamment déclaré: le Bénin, caractérisé par une exploitation insuffisante de ses potentialités agricoles par l'étroitesse de sa base productive et par une capacité exportatrice quasiment limitée, ne dispose que d'un seul produit, à savoir le coton qui représente près de 80% des recettes d'exportations agricoles.

## BORGOU-ALIBORI

## FOIRES AGRICOLES: UNE OPPORTUNITÉ D'ACCROÎTRE L'APTITUDE À LA CONCURRENCE

Les foires agricoles qui viennent de se dérouler dans les départements de l'Atacora et de la Donga d'une part, dans ceux du Borgou et de l'Alibori d'autre part n'ont pas été, tant s'en faut, une simple répétition. Comme l'a souligné le directeur général du Cader/Borgou lors de la cérémonie d'ouverture officielle, en présence du ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche M. Théophile Nata l'édition 2001 devait servir de baromètre pour mesurer le chemin parcouru par rapport à deux objectifs qui sont les suivants: la mise en œuvre de l'approche participative au niveau village (APNV). Cette approche selon M. Orou Gounou N'Gobi place le paysan au centre de toute action. Cette foire agricole devrait

en outre permettre de développer davantage chez les producteurs une aptitude à la concurrence, une plate-forme où ces derniers peuvent faire valoir leurs performances et leurs talents.

Au cours de la campagne agricole 2000-2001, l'Alibori a produit 110.800 tonnes de coton graine contre 80.132.630 tonnes pour le Borgou. En outre, 111.974 tonnes de maïs ont été produites ainsi que 42.017 tonnes de sorgho. On note 672.367 tonnes d'ignames et 13.078 tonnes de manioc dans le Borgou, de même que 57.402 tonnes de sorgho, 14.794 tonnes de riz contre 4.626 tonnes et un rendement de plus de 6 tonnes à l'hectare sur les bassins aménagés de Malanville et de Banikoara dans l'Alibori.

Il importe également de souligner les contraintes au développement économique des deux départements. Il s'agit, entre autres, des conflits sociaux, la pratique d'une agriculture et d'un élevage encore extensifs, la non-intégration harmonieuse de l'agriculture, la gestion de l'environnement peu satisfaisante.

Précédant à l'ouverture de la foire, le ministre Théophile Nata a promis un renforcement des actions de formation et d'encadrement de même que le soutien à la production locale de matériels agricoles et la transformation.

## MONO - COUFFO

## INSTAURER UNE COLLABORATION ENTRE LES TRADITHÉRAPEUTES ET LES MÉDECINS

Un atelier national d'adoption de la politique d'intégration de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle dans le système national de santé, s'est ouvert mercredi 5 décembre dernier à l'Institut universitaire de technologie de Lokossa.

Une soixantaine de tradipraticiens, de spécialistes de la médecine conventionnelle ou moderne et de pharmaciens ont participé à cet atelier qui devait adopter le document qui régira toutes les activités afférentes à la promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle pour la période 2002-2006.

À la séance d'ouverture officielle, Madame Regina Badet, coordinatrice du programme de promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle, a invité les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes au cours des travaux de l'atelier pour un toilettage parfait de ce document avant qu'il ne soit soumis au ministre de la Santé publique et au gouvernement.

## OUÉMÉ - PLATEAU

## DE NOUVEAUX MODULES DE CLASSE POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DES ÉCOLES

Ko-Anagodo et Banigbé-gare dans la sous-préfecture d'Iffangni, Ékpé dans la sous-préfecture de Sémé-Podji, Kogbomé et Gbakpo-Yénouclé dans la sous-préfecture d'Avrankou, Ofia et Ogomou dans la sous-préfecture de Kétou, Oké-Ola et Djidagba dans la sous-préfecture d'Adja-Ouère.

Les villages cités plus haut et tous situés dans les départements de l'Ouémé et du Plateau ont reçu, fin novembre dernier, les clés de plusieurs modules de classe construits nouvellement au profit de leurs populations. Ces infrastructures sont l'œuvre de l'Agence de financement des initiatives à la base (AGFIB) avec l'appui des communautés à la base. Les coûts de ces modules de classe dotés de bureaux du directeur varient entre 8 millions et 9 millions de F CFA.

Les cérémonies de réception provisoire et de remise de clés des ouvrages aux bénéficiaires ont été présidées par le responsable de l'antenne Ouémé/Plateau de l'AGFIB, M. Gérard Gnonseu. Il était accompagné de ses chefs de service, des responsables d'ONG-conseil et du directeur départemental de la prospective et du développement de l'Ouémé/Plateau, M. Désiré Fatolou.

En réceptionnant ces ouvrages, les directeurs des écoles concernées se sont dits satisfaits de la qualité des travaux et ont exprimé leur gratitude à l'AGFIB. Les autorités administratives des localités bénéficiaires de ces projets de construction ont loué l'initiative qui constitue, selon elles, une bouffée d'oxygène à l'enseignement.

## ZOU - COLLINES

## COTON GRAINE: LA CAMPAGNE NATIONALE DE COMMERCIALISATION OFFICIELLEMENT LANCÉE

C'est la ville de Savalou, dans le département des Collines qui a eu cette année l'honneur d'abriter la cérémonie d'ouverture officielle de la campagne nationale de commercialisation de coton graine 2001-2002. La cérémonie de lancement présidée par le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, M. Théophile Nata, s'est déroulée le vendredi 7 décembre dernier en présence notamment du président de la Fédération des unions des producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin), M. Issa Ibrahim, des autorités politico-administratives, des représentants des institutions chargées de la production et de la commercialisation du coton graine.

Tous les intervenants, notamment le président de la FUPRO-BÉNIN, ont souligné la baisse drastique de la production du coton graine dans le Zou et les Collines où sur une prévision de 115 ha, seuls 55 ha ont été emblavés pour une récolte d'environ 47.000 tonnes.

Pour sa part, le ministre a réitéré la disponibilité du gouvernement à soutenir la filière coton. M. Théophile Nata a indiqué que cette culture locomotive n'a cessé de jouer un grand rôle dans l'économie du pays depuis son indépendance. Il a par ailleurs, rappelé le transfert de compétences aux producteurs et a invité tous les acteurs de la filière à œuvrer ensemble pour améliorer et sécuriser la production du coton graine.

É. Déla

## "LA CROIX DU BENIN"

Rédaction et Abonnements  
"LA CROIX DU BENIN"  
B.P. 105 - Tél. (229) 32-11-19  
COTONOU  
(République du Bénin)

Compte :  
C.C.P. 12-76  
COTONOU

Directeur de Publication  
BARTHELEMY

ASSOGBA KAKPO

Dépôt légal n° 932

Tirage : 4.500 exemplaires

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Soutien 5000 à 8000 F CFA (50 à 80 FF)

Abonnement de Bénéficiaire 10.000 à 15.000 F CFA (100 à 150 FF)

Abonnement d'Ami 20.000 F CFA et plus (200 FF)

Changement d'adresse 100 F CFA

TARIFS D'ABONNEMENTS par Avion

- Bénin 3.720 F CFA

- Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal et Togo 4.680 F CFA

- Guinée 5.760 F CFA

- Gabon, Tchad, Congo (Brazza), Cameroun et R.C.A. 5.760 F CFA

- France 7.560 F CFA

- Nigeria, Gambie, Ghana, Libéria et Sierra Leone 9.000 F CFA

- Kinshasa (Zaire) 12.600 F CFA

- Kenya, Angola, Ouganda et Tanzanie 9.480 F CFA 9480 FF

- U.S.A. 10.200 F CFA 10200 FF

- Amérique (Nord, Centrale, Sud) 8.520 F CFA 8520 FF

- Europe (Italie, Allemagne Fédérale, R.F.A., Belgique, Espagne, Portugal, Suisse, Rome et Norvège) 10.200 F CFA 10200 FF

- Canada 12.600 F CFA 12600 FF

- Chine 12.600 F CFA 12600 FF

IMPRIMERIE NOTRE-DAME • TÉL. (229) 32-12-07 - COTONOU (REPUBLIQUE DU BENIN)



## CHRONIQUE DES TEMPS ANCIENS

## SANTÉ

UN APERÇU MONOGRAPHIQUE DE KPÈKO  
DANS LA RÉGION DE GRAND-POPO

## INTRODUCTION

Sur la rive gauche du Mono, à quelques kilomètres en aval d'Avlo, Kpèko dans la région de Grand-Popo: modeste village de quelques âmes seulement, Kpèko, classé parmi les villages hula (1), se singularise, comme beaucoup d'autres localités hula, par l'hétérogénéité de ses composantes socioculturelles de base.

\*  
\* \*

Il est aujourd'hui difficile de connaître la date précise de la fondation de Kpèko, c'est-à-dire celle de l'arrivée sur le site des premiers immigrants. Ce qui est un acquis est qu'il est postérieur à Dégô, village huéla d'où est parti Tèkpa pour des raisons de sécurité, et à Avlo, dernière escale de celui-ci avant son installation sur le site de Kpèko. Faudrait-il faire remonter la naissance de ce village au XVIII<sup>e</sup> ou au XIX<sup>e</sup> siècle? Il est difficile de faire un choix avec précision. L'on pourrait se contenter tout simplement de retenir qu'il ne fait pas partie des plus vieilles localités hula comme Adamé, Grand-Popo ou Hévè, entre autres.

La grande fertilité des terres semble avoir été le premier facteur d'attraction pour les différents courants migratoires responsables du peuplement de Kpèko. Son site avait même été au départ un champ de cultures pour Tèkpa et quelques autres habitants d'Avlo qui s'y rendaient tous les jours pour leurs travaux champêtres. Pour remédier à toutes ces tracasseries de déplacement, Tèkpa décida de s'installer à demeure dans son champ où poussait un peu partout un genre de melon ou de pastèque ayant un air de famille avec le calebassier. Son nom hula est ekpè et il est comestible. Il est utile de faire allusion à cette plante rampante car elle était si abondante sur ce terroir qu'on a fini par désigner ce dernier par le toponyme Ekpèkoji ou terre de ekpè, ce qui, abrégé a donné Kpèko, nom que porte depuis lors le village. Ce toponyme a survécu à l'existence de cette plante dans la région d'où elle a complètement disparu de nos jours.

Membre du clan Agni Dagboé, Tèkpa fut bientôt rejoint sur ce site par un Hula du nom d'Akpomè Sotin venu de Jégba, fuyant les guerres ou à cause de la peur qu'elles inspirent. Il était, lui, du clan Aholuvié. Il s'installa

au quartier Taclamé non loin de Soclaji, quartier de Tèkpa.

À la suite du Huéla fondateur et du Hula venu le seconder, vint en troisième position un Fon du nom de Montcho Bosu. Originaire d'Ahuani, il était du clan des Oguvi. Lui, aussi, était venu se réfugier à Kpèko à cause de l'insécurité créée par les guerres à l'époque. Il créa un autre quartier, Honlin.

De Somi ou Sèhomi village huéla, vint, bien après, un certain Kuwanu du clan Gbadu; parti en aventure, il était à la recherche de son frère qu'il avait perdu de vue depuis un moment. Le village et l'accueil qu'il y reçut lui avaient plu. Il s'y installa définitivement et y fit souche. Son quartier est Jégba. Il fut suivi d'un autre Huéla du nom de Nukuklui venu de Dohi. Il était à la recherche de terres fertiles éloignées des menaces des guerres. Du clan Tokpoé, il fonda à son tour un autre quartier, Ahuankpa.

Kpèko s'agrandit rapidement au point de devenir même un village opulent, car agriculture et pêche y étaient prospères. Cette situation séduisit Tosu Agnonsu Azinglo qui quitta Hunsukoé pour venir s'y installer. Son clan se nommait Hungavi. Il s'installa au quartier Hinjré.

Les principales productions agricoles de Kpèko étaient le gombo, le manioc en abondance, l'arachide, le maïs, la patate douce, etc. Kpèko jouissait alors d'une réputation flatteuse en matière de productions agricoles, abondantes et variées. La pêche, florissante elle aussi, a été pendant longtemps dominée par l'agriculture avant que celle-ci ne lui ait cédé le pas au XX<sup>e</sup> siècle. Même le palmier à huile et le dattier, essences familières du paysage de Kpèko qu'ils surplombaient encore naguère, y ont, de nos jours, perdu du terrain.

Ce village, du point de vue religieux, possède des divinités hula comme Avlekété, Agboé, Gbimbo, Sao, etc. auxquelles s'ajoutent Dan, particulièrement adorée à cause de son ancienneté et de sa puissance, Loko, Hévioso, Sakpata, Ahuanga, Huénu, etc.

## CONCLUSION

L'approche monographique de Kpèko rappelle celle de nombreux autres villages Hula par l'hétérogénéité de son peuplement de base que cache une unité qui n'est qu'apparente du

point de vue socioculturel. Nous sommes en présence d'un schéma devenu classique dans l'aire culturelle hula: des immigrants issus de divers autres groupes socioculturels arrivent tour à tour sur un site qu'ils transforment en un village où de façon générale les coutumes et le parler hula deviennent prédominants. Toutefois à l'inverse d'autres localités hula où n'existent que les travaux agricoles, Kpèko cumule à la fois ces dernières et des activités halieutiques, même si l'ordre d'importance n'a pas été le même à travers les âges.

A. Félix Iroko

## NOTES

(1) Pour de plus amples informations sur les Hula en général, on lira avec intérêt:

IROKO (A. F.): Les Hula du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.

Cotonou, les Nouvelles Éditions du Bénin, 2001, 325 p. ill.

(2) L'essentiel des informations qui ont servi à la rédaction de cet essai nous a été fourni par de nombreux détenteurs de sources orales dont voici les noms et références de quelques-uns:

— AGBOESI Achanhuin, né vers 1920, pêcheur, quartier Taclamé à Kpèko.

— AGNONSU Anani, né vers 1937, pêcheur, quartier Hinjré à Kpèko.

— DOVI Sévi, né vers 1930, pêcheur, quartier Kpèko au village de Kpèko.

— KASSA Afanu, né vers 1915, pêcheur, quartier Hinjré à Kpèko.

Tous ces informateurs ont été interrogés le 6 avril 2001, à Kpèko même.

UN CADEAU QUI DURE.

UN CADEAU QUI INSTRUIT.

A UNE CONNAISSANCE,  
OFFREZ

UN ABONNEMENT A  
"LA CROIX DU BENIN" ;

Un cadeau

- qui dure,
- qui favorise l'éducation permanente de la foi,
- qui nourrit les solidarités en Eglise,
- qui n'a pas son pareil chez nous,
- qui...
- qui...
- qui...

PROSTATE: ATTENTION  
À L'EXCÈS DE CALCIUM

Une surconsommation de calcium pourrait être en cause dans la survenue du cancer de la prostate. C'est ce qui ressort d'un travail effectué à la Harvard School of Public Health qui précise que le risque de cancer prostatique peut ainsi être augmenté de 34%. Pour obtenir ce chiffre, 21.000 médecins ont été suivis pendant 11 ans et les chercheurs ont pu ainsi dégager un groupe de grands consommateurs de produits laitiers.

L'excès de calcium agirait en diminuant le taux de concentration de la forme active de la vitamine D qui est dotée de vertus protectrices contre le cancer de la prostate. Il n'en reste pas moins, précisent les auteurs, que le calcium est un élément essentiel, notamment du capital osseux. Mais le trop étant l'ennemi du bien, il convient de trouver la bonne dose. Il ne faut donc exagérer en rien.

L'ASTHME, UNE MALADIE  
ALLERGIQUE ?

L'asthme n'est pas une allergie. On distingue en fait deux sortes d'asthme: un qui est intermittent et déclenché dans certaines conditions et l'autre, qui est dit persistant et dont les causes sont multiples. Bien que l'asthme puisse être provoqué par des allergies (pollens, poussière, animaux...), ce n'est pas en soi une allergie. Quel que soit le mécanisme qui le déclenche, l'asthme est reconnu aujourd'hui comme une maladie inflammatoire. Cela explique la place prépondérante qu'occupent les médicaments anti-inflammatoires dans le traitement quotidien de l'asthme et pour guérir les crises aiguës. La pollution industrielle, le tabagisme passif, les animaux mais aussi certains médicaments et autres colorants alimentaires peuvent être à l'origine de certains asthmes. Le premier objectif pour les parents d'un enfant asthmatique est évidemment d'empêcher la survenue des crises et seul un traitement continu peut y parvenir. La prise du traitement sera complétée par la recherche et l'éviction des facteurs en cause dans la maladie. Par exemple, si l'enfant a un animal, il faudra déterminer si ce dernier n'est pas le facteur déclenchant. Un chat est ainsi plus souvent allergisant qu'un chien ou un oiseau.

C. V.

DE FAUSSES VACHES CONTRE  
LA MALADIE DU SOMMEIL

Des scientifiques anglais ont eu l'idée de mettre au point des fausses vaches pour attirer et détruire les mouches tsé-tsé qui transmettent à l'homme la maladie du sommeil et au bétail, le nagana. Ces leurres ont fait leur preuve au Zimbabwe depuis une quinzaine d'années et on en dénombre aujourd'hui, quelque 60.000 sur tout le territoire.

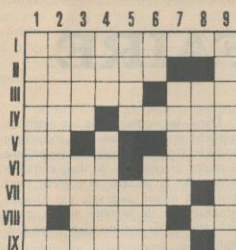
Les «fausses vaches» sont, en fait, des grandes pièces de tissu imprégnées de parfum de vaches, les kairomones et d'insecticides qui attirent irrésistiblement les mouches et les éliminent. Grâce à ce procédé, le nagana qui tuait chaque année des milliers de vaches a été pour ainsi dire éradiqué. La maladie du sommeil a vu son incidence nettement diminuée dans le même temps. Cette invention a permis également de réduire considérablement l'emploi des pesticides.

Claire Viogrier



## UN PEU DE DISTRACTION

## MOTS CROISÉS N° 25



## HORIZONTALEMENT

I. Échauffent les oreilles d'un homme d'honneur. — II. On y perd plus souvent qu'on n'y gagne. — III. Chausse les skis pour manœuvrer. — Affluent du Rhône. — IV. Adjectif. — Lustré. — V. La mi-août. — Souleuvre une partie de chaîne.

— VI. Immobilise une pièce. — Comprend un ensemble. — VII. Soutient le balcon d'une ancienne demeure. — VIII. Qui passe la mesure. — Note. — IX. Accélère le pouls.

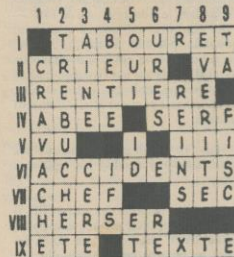
## VERTICALEMENT

1. Plaisir des yeux, pour un amateur d'art. — 2. Agrandit la surface chauffante d'un radiateur. — 3. Utilisé par un tapisier. — En bois comme en cuivre, a sa place dans la fosse. — 4. Le premier enchante une maman. — On le prend à bord d'une unité navale. — 5. Affection qui ne laisse pas indifférente une jolie femme. — Il convient de ne pas trop en parler. — 6. Pronom. — Résumé. — 7. Moise lui pardonna son abominable Veau d'Or. — 8. Comme devant. — 9. Malheureuses victimes.

(Réponse dans notre prochaine livraison)

RÉPONSE AUX JEUX  
LES DIX ANOMALIES

1. Le dentiste ne peut être au 3<sup>e</sup> étage, puisqu'il n'y en a qu'un. — 2. Un passant marche sur une jambe, sans béquilles. — 3. Un autre se promène avec une hallebarde. — 4. La boutique du café devrait être au rez-de-chaussée. — 5. La marchande des quatre-saisons est sur un passage cloûté. — 6. Elle tient un porc en laisse. — 7. Il n'y a pas d'oranges à ce prix. — 8. La baraque de la marchande de billets est au milieu de la chaussée. — 9. Il ne pousse pas de carottes dans les rues. — 10. Les volets du rez-de-chaussée ne sont pas de la même largeur.

RÉPONSE AUX JEUX  
LES MOTS CROISÉS N° 25

## QUELQUES HISTOIRES DRÔLES

## En toute modestie

Fiancés, ils se regardent avec tendresse et échangent de douces confidences.

— Tout me ravit en vous, dit-il.

— Votre physique, votre moral... Et vous, qu'aimez-vous en moi ?

— Votre bon goût...

## Histoire de fou

Un cheminot découvre un individu à plat ventre entre deux voies ferrées et très absorbé par la lecture d'un volume.

— Qu'est-ce que vous fichez-là ? s'écrie-t-il.

— Chut, répond l'autre. L'ami qui m'a prêté ce livre m'a dit qu'il était surtout intéressant si on lisait entre les lignes...

## La gaffe

Invité dans une noble demeure, Hector est accueilli par la châtelaine qui lui fait faire le tour du propriétaire.

— Ce château, lui dit-elle, a été construit par mes parents quand j'étais enfant.

## Hector courtois et empressé:

— On voit bien, madame, qu'il est très ancien...

## Logique féminine

Monsieur dit à Madame:

— Voilà, près d'une heure que tu bavardes devant la porte. Avec qui ?

— Avec Mme Salami.

— Tu aurais pu l'inviter à entrer et la faire asseoir.

— Elle n'a pas voulu: elle était pressée.

## L'âge des dames

Les dames n'aiment pas qu'on leur parle de leur âge.

À un voisin de table maladroit qui lui posait cette question indiscrète:

— Quel âge avez-vous, Madame ?

La femme répondit:

— Quel âge j'ai, cher Monsieur, comment voulez-vous que je le sache ? Ça change tous les ans !

## FAÇONS DE PARLER

## LE BON LANGAGE

## «Macro» (MACRO)

Ce préfixe à caractère scientifique signifie «grand». Il est le contraire de «micro»... petit.

«Macro» forme des noms sans trait d'union. On écrit macrorévolution, macroéconomie, etc.

Il existe également la «macrophotographie», photographie d'objets qui ne sont visibles qu'au microscope.

On peut citer, aussi, l'adjectif «microscopique»... qui se voit à l'œil nu, par opposition à «microscopique», qui s'observe au microscope.

## À PROPOS DE... Fascisme

Le mot vient de l'italien et à l'origine «fascio» qui signifie faisceau. Cette doctrine politique fut mise en place par Mussolini et se base sur le totalitarisme, le nationalisme et le respect des structures capitalistes, c'est-à-dire sur tout un système de «faisceaux» qui conduit en fait, à la dictature. Synonyme du fascisme, le totalitarisme a été mis en place dans de nombreux pays mais c'est surtout dans l'Allemagne hitlérienne et l'Italie des années 40 qu'il s'est développé en tant que gouvernement. Le mot fasciste désigne actuellement tout partisan d'un régime conservateur, autoritaire et nationaliste et par extension, hors du contexte politique, un partisan d'une autorité imposée, de l'ordre ou de la contrainte. Dans la langue familière, on désignera le fasciste sous le nom de facho. Le mot actuellement a pris un sens plus large puisque l'on parlera d'une attitude, d'une langue fascistes dès que l'on se trouvera en présence d'attitudes ou d'une langue qui veulent imposer une certaine vision du monde.

## AUTOUR D'UN MOT

## «Cauchemar»

Le nom «cauchemar» (CAUCHEMAR) ne prend jamais de «D» malgré ses dérivés: «cauchemardesque» et «cauchemardeux».

Ces deux adjectifs ont le même sens. Cependant certains linguistes donnent à «cauchemardesque» un sens légèrement plus fort.

Un «cauchemar» est un rêve pénible et angoissant.

## DES MOTS ET DES FAUTES

## Faste

À l'origine le mot latin «fastus» veut dire orgueil, dédain et le faste d'une cérémonie a quelque chose d'écrasant, d'orgueilleux par son luxe et sa magnificence. Dans ce sens, on peut penser au faste des fêtes au château de Versailles sous Louis XIV ou au faste de certains opéras par exemple. Au pluriel, dans le calendrier romain, les fastes étaient des tables chronologiques et les fastes consulaires étaient les tables où étaient inscrits dans l'ordre, les noms des différents consuls. Actuellement, les

fastes judiciaires conservent dans des registres le souvenir d'événements mémorables et par confusion alors qu'on devrait parler du faste d'un mariage princier, on aurait tendance à parler plutôt des fastes du mariage princier. Faste est également utilisé comme adjectif et «fas» en latin veut dire «expression de la volonté divine»; de fait, dans le calendrier romain, un jour faste était un jour désigné comme favorable par les auspices. Dans le langage actuel, un jour faste est un jour heureux, où l'on a de la chance, tout le contraire d'un jour néfaste.

## LE BON LANGAGE

## «Pétrolier» et «pétrolière»

Le second adjectif comporte l'idée de «contenir, produire du pétrole»... Un gisement pétrolier, un terrain, une couche pétrolières.

L'adjectif «pétrolier» signifie simplement «qui concerne le pétrole»... Une société pétrolière, un produit pétrolier.

Ce dernier adjectif, «pétrolier» peut devenir un nom, celui d'un bateau servant au transport du pétrole. On dira par exemple: on construit des pétroliers de plus en plus importants.

«Pétrolier»... «pétrolière»... une nuance de sens à respecter.

## LES MOTS VOYAGEURS

## Kamikaze

Le mot kamikaze vient du japonais et signifie «vent divin». Mais cette appellation poétique cache une réalité plus violente puisque les kamikazes, pendant la seconde guerre mondiale étaient ces avions suicides qui se sont jetés volontairement sur les bateaux de la flotte américaine pour la détruire. Depuis, les kamikazes ont malheureusement fait école et nombreux sont ceux qui sacrifient leur vie par idéologie. Par extension, un kamikaze du volant ou une opération kamikaze — et dans ce cas, le mot est employé comme adjectif — désigne une personne dangereuse au volant ou une opération qui tient du suicide, car tout aussi dangereuse. Nous sommes loin du «vent divin», n'est-ce pas ?

## LES MOTS ET LEUR HISTOIRE

## «Chauvin»

Nicolas Chauvin était soldat de l'empereur Napoléon 1<sup>er</sup>. Il était connu dans toute l'armée pour son patriotisme démonstratif et son attachement aveugle pour l'empereur.

Sa naïveté lui valut d'être pris comme modèle par les caricaturistes de l'époque. Il devint aussi le héros de pièces de théâtre aujourd'hui oubliées. Dans ces pièces, Chauvin poussait des «cocoricos triomphants». Le «chauvinisme» venait de naître. On était alors au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Rappel : Le chauvinisme est un patriotisme, un nationalisme exagéré et souvent agressif. Un chauvin admire d'une manière trop exclusive son pays, sa région ou sa ville natale.



## SOCIÉTÉ

# LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE DU CHEMIN RESTE À FAIRE

La situation des enfants — les nombreux laissés-pour-compte du fonctionnement des sociétés nationales et de l'économie mondiale — est de plus en plus préoccupante et exige une attention soutenue et des actions musclées. Et c'est ce qu'a commencé par faire le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) depuis ses tout premiers jours. Non seulement il invite le monde à s'intéresser à la situation des enfants, mais il met en lumière les souffrances qu'ils endurent du fait de la pauvreté de leurs parents, des effets délétères du manque de nourriture ou de l'absence de vaccination. Il souligne également les conséquences sur leur développement, leur mauvaise santé, ainsi que l'effet sur eux des mauvais traitements et de l'absence de soins et d'instruction. L'UNICEF prend aussi des dispositions pour réparer les préjudices sus-cités.

Ce travail remarquable va, en droite ligne avec les objectifs de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1989 et qui est entrée en vigueur un an plus tard.

À l'instar de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la Convention relative aux droits de l'enfant exposait des idées essentielles sur la représentation que l'humanité se faisait d'elle-même et constituait, pour toutes les générations futures, un tournant et un point d'ancrage comme il n'y en avait jamais eu auparavant. La Convention exprimait également une vision cohérente des droits des enfants et de la façon dont la société doit les respecter, en se présentant comme un document juridique qui invitait les gouvernements à accepter ses clauses, puis à rendre des comptes à leur sujet.

La Convention change, de fait, la situation non seulement parce qu'en la ratifiant, les gouvernements ont pris acte de leur responsabilité morale, mais aussi parce que l'acceptation du principe selon lequel les enfants ont des droits crée sa dynamique propre. C'est l'idée même que le monde se fait des enfants qui est en train de changer et il ne le sera pas réellement sans l'apport et la compréhension de chacun de nous: hommes, femmes, institutions, ONG, etc.

## LE SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS

La guerre froide terminée, l'on s'attendait un peu partout à ce que l'argent que l'on dépensait jusqu'alors en armements puisse être consacré au développement humain sous la forme d'un «dividende de la paix».

Et c'est dans cette optique que des réflexions et des contacts ont conduit des hommes épris de paix à susciter un grand espoir. Ainsi, un nombre sans précédent de présidents et autres chefs d'État s'étaient réunis à New-York à l'occasion du Sommet mondial pour les enfants. C'était en septembre 1990, une époque marquée par un optimisme inhabituel dans le monde.

À ce sommet mondial qui symbolisait les espoirs du monde pour les enfants, les

dirigeants ont promis de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant que l'Assemblée générale des Nations unies avait approuvée à l'unanimité, en 1989. Ils se sont engagés à atteindre avant l'an 2000 des objectifs ambitieux:

- réduction de la mortalité infantile;
- progrès de la vaccination;
- éducation de base

pour ne citer que quelques-unes des nombreuses mesures prévues. On espérait qu'en assortissant un cadre juridique spécifique d'un plan d'action fixant des objectifs concrets à réaliser dans les délais fixés, on transformerait la vie des enfants dans le monde entier au cours de la décennie qui allait s'ouvrir. La survie, le développement, la protection et l'éducation des enfants n'étaient plus affaire de charité, mais d'obligation juridique. La Déclaration, à laquelle des dirigeants de la communauté internationale ont apposé leur signature, était courageuse et sans ambiguïté: «le bien-être des enfants appelle la prise de mesures politiques au plus haut niveau». Pour la première fois peut-être dans l'histoire, la cause des enfants se trouvait placée au premier rang des préoccupations mondiales.



## LE POINT DES OBJECTIFS FIXÉS ONZE ANS APRÈS

Le mardi 20 novembre 2001 est la date anniversaire de l'adoption de la Convention des Droits de l'Enfant. Et c'est à cette date que le bureau de l'UNICEF a rendu public le rapport du Fonds des Nations unies pour l'Enfance sur la situation des enfants dans le monde 2002 intitulé: *PRENDRE L'INITIATIVE*.

Ce rapport, on ne peut plus clair, lance un appel pressant à la mobilisation de tous les pays sur tous les continents et de toutes les catégories sociales. Il illustre sans ambages les nombreuses et

diverses contributions à l'amélioration de la situation des enfants. Il souligne également à quel point il est nécessaire de donner aux enfants le meilleur départ possible dans la vie, afin que chaque enfant reçoive une éducation de base et que les enfants et les jeunes — en particulier les adolescents — participent aux décisions qui les concernent.

Au regard de la situation difficile qui est, aujourd'hui, celle des enfants dans le monde, quand on considère les effets néfastes de la persistance de la pauvreté, des inégalités criardes, de conflits et des guerres, des ravages du VIH/SIDA ou d'autres maladies évitables, on est en droit de se demander où l'on est onze ans après avec les ambitieux objectifs issus du sommet mondial consacré aux enfants.

Le premier objectif du sommet mondial consistait, selon le rapport de l'UNICEF, à réduire d'un tiers, entre 1990 et 2000, les taux de mortalité infantile et de mortalité des moins de cinq ans. Globalement parlant, la réduction a été de 14% — ce qui constitue un progrès important: aujourd'hui poursuit le rapport, ce sont, chaque année, cinq millions d'enfants de plus qu'il y a dix ans qui vivent au-delà de leur cinquième anniversaire. Bel et bien, plus de soixante pays ont atteint l'objectif d'un tiers.

Mais ce bilan général masque des disparités majeures selon les régions et les pays.

Selon le rapport de l'UNICEF, il avait, par exemple été prévu que la poliomyélite serait éradiquée en 2000. Là encore, les progrès ont été extraordinaires sans que l'objectif soit tout à fait atteint. Plus de 175 pays ont été déclarés officiellement exempts de la poliomyélite, et l'on compte l'avoir éradiquée en 2005, au plus tard, à condition de maintenir les engagements pris. Elle deviendra alors la deuxième maladie, après la varicelle, à avoir été vaincue entièrement par la volonté et la solidarité des hommes.

Par ailleurs, sur l'ensemble de la décennie, le nombre des cas signalés de dracunculose a diminué de 97%. On ne continue d'en signaler que dans 13 pays d'Afrique et un pays du Moyen-Orient.

Les progrès accomplis dans le domaine de la santé de l'enfant ne peuvent faire oublier un fait inquiétant: ce qui était en 1990 un phénomène dont la progression semblait impossible à arrêter, à savoir la marche vers la vaccination universelle des enfants, s'est quelque peu ralenti dans la décennie qui a suivi. On sait aujourd'hui selon le rapport de l'UNICEF que les taux de vaccination de l'époque où le sommet mondial s'est tenu étaient en fait inférieurs (73%) à ce que l'on supposait qu'ils étaient à ce moment-là. Non seulement le taux de 90% d'enfants vaccinés fixé au sommet n'a pas été atteint, mais le monde a éprouvé de grandes difficultés à maintenir les taux de protection vaccinale au niveau déjà atteint: plus d'un quart des enfants du monde (environ trois millions d'enfants) ne bénéficient toujours pas d'une vaccination systématique. En Afrique subsaharienne, 47% seulement des enfants sont vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos.

Dans le domaine de la nutrition, l'objectif principal était de réduire de moitié les taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans. Si dans certaines parties de la planète cet objectif a été atteint et même dépassé, en Afrique subsaharienne, le nombre absolu d'enfants atteints de malnutrition a, en fait, augmenté.

En revanche, deux des micro-nutriments dont le Sommet mondial pour les enfants avait établi qu'ils jouaient un rôle essentiel en matière de prévention de la «faim insoupçonnée» — la vitamine A et l'iode — ont été un succès dans les années 90.

Dans les années 90, et toujours selon le rapport de l'UNICEF, on ne s'est même pas rapproché des objectifs fixés au Sommet mondial concernant l'accès universel en 2000 à l'eau potable et aux moyens hygiéniques de traitement des excréments. 1,1 milliard de personnes n'ont pas encore accès à l'eau salubre et 2,4 milliards vivent sans installations d'assainissement adéquates.

L'objectif de l'accès universel à l'éducation de base est, lui aussi, encore loin d'être atteint.

La discrimination à l'encontre des filles — l'écart entre les taux de scolarisation et d'achèvement des études des garçons et ceux des filles — reste beaucoup trop marquée, même si elle a très légèrement diminué pour l'ensemble du monde. Une diminution négligeable de l'analphabétisme des adultes est enregistrée, et l'on n'a pas atteint, tant s'en faut, l'objectif escompté d'une réduction de 50%.

## AUTRES ASPECTS

Dans le domaine de la santé des femmes, les pays n'ont fait aucun progrès sensible — ce qui montre bien que la plupart des pays continuent de maintenir la femme dans une condition sociale inférieure. Il s'agissait de réduire de moitié les taux de mortalité maternelle; or, rien ne permet de penser qu'il y ait une baisse sensible. Dans le même ordre d'idées, l'objectif qui consistait à faire bénéficier toutes les femmes enceintes des soins prénatals et des services d'un personnel qualifié pendant l'accouchement a rarement été atteint: 29% seulement des naissances ont lieu en présence d'un personnel qualifié en Asie du Sud et 37% seulement en Afrique subsaharienne.

L'UNICEF est déterminé à attirer l'attention de la Communauté internationale sur tout ce qui reste à faire au profit des enfants qui n'ont pas encore été secourus.

Le monde ne doit pas se leurrer: en dépit des progrès qui ont été accomplis, la dernière décennie a été celle des occasions manquées, et l'on n'a pas fini de mesurer l'ampleur de cette tragédie.

## ET ALORS ?

Les souffrances humaines ont trop facilement été réduites à des statistiques



## SOCIÉTÉ

et des tendances. Pourtant, chacun des enfants nés depuis 1990 a un nom et une histoire; chacun a droit à la santé, à l'instruction et à la protection, le droit de réaliser tout son potentiel et celui d'aider à déterminer le destin du monde où il vit. Ces droits ont été violés bien trop souvent.

Pourquoi a-t-on continué de bafouer les droits des enfants? La pauvreté et la mauvaise santé des enfants sont-elles des monstres contre lesquels il faudra toujours lutter en vain? L'exploitation des enfants doit-elle demeurer pour toujours la dure réalité? Va-t-on, aujourd'hui, se laisser convaincre que la déclaration d'intention que les dirigeants du monde ont signée en 1990 pour les enfants n'était qu'un rêve impossible à réaliser? Les ressources et le savoir-faire technique existent bel et bien pourtant. Dans ces conditions, le fait que ces richesses et ces compétences n'aient pas été pleinement mobilisées pour rendre possible un monde digne des enfants est à mettre au passif de dirigeants malavisés qui ont simplement manqué à leurs obligations.

## À CHACUN SA RESPONSABILITÉ

Les gouvernements et les institutions internationales doivent, selon le rapport de l'UNICEF, assumer leurs responsabilités en ce qui concerne les initiatives qu'ils prennent pour placer la question des droits et du bien-être des enfants au premier rang des préoccupations. Ceux qui ne le font pas devront rendre des comptes.

Le développement durable d'un pays, la paix et la sécurité dans le monde ne sont possibles que si les droits et le bien-être des enfants sont garantis. Le rôle des dirigeants consiste intrinsèquement à s'acquitter pleinement, systématiquement, et à n'importe quel prix de cette responsabilité. Celle-ci incombe essentiellement aux chefs d'État ou de gouvernement; mais l'engagement et l'action sont nécessaires à tous les niveaux: responsables et entrepreneurs locaux, artistes et scientifiques, chefs religieux et journalistes, sans oublier les enfants et les adolescents eux-mêmes.

Dans le rapport qu'il a présenté au moment du Sommet du millénaire, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies a déclaré: «Le plus important, c'est que l'être humain soit au centre de tout ce que nous faisons. Il n'est pas d'aspiration plus noble, pas de responsabilité plus impérieuse que d'aider, dans le monde entier, des hommes, des femmes et des enfants à vivre mieux». Cela, plus que vrai, est nécessaire que l'histoire nous jugera.

Pour passer individuellement à l'acte, chacun d'entre nous peut montrer la voie à suivre dans le cadre de ses activités quotidiennes s'il prend la peine de se poser la question: «En quoi cette décision que je prends, ce choix que je fais, affecte-t-il la vie des enfants?»

Soyons convaincus comme Mache et Nelson Mandela, comme l'UNICEF et bien des organismes que l'avenir de nos enfants dépend de la capacité d'initiative et des choix que les dirigeants font. Un partenariat mondial qui appelle d'heureux changements au profit des enfants et du développement durable du monde est plus que nécessaire. Changeons donc le monde avec les enfants.

Bartélémy Assogbo Cakpo

## LES ENFANTS, GRANDES VICTIMES DES CONFLITS

25 décembre 2001, fête des enfants donc journée de joie pour des millions d'enfants à travers le monde. Des cadeaux seront distribués et feront le bonheur de ceux qui reçoivent comme de ceux qui donnent. Au même moment, certains enfants n'auront de cadeaux à recevoir de personne. D'autres millions d'enfants sont torturés par les forces du mal. Ils ne connaîtront pas la joie de Noël, l'Emmanuel. D'autres enfants sont enrôlés de force dans les armées. D'autres encore sont simplement victimes de marasmes économiques.

Certains d'entre eux ne connaîtront pas le chemin de l'école.

Toute leur vie, plusieurs enfants garderont les suites de leur traumatisme. Certains en mourront. Pour certains, la vie n'a même plus de sens. Orphelins de père et de mère, certains ont même vu tuer tous les leurs.

En 2000, les conflits armés ont obligé plus de 30 millions de personnes surtout des femmes et des enfants à trouver refuge en dehors de leur milieu d'origine ou à se déplacer à l'intérieur de leur pays. Des milliers d'enfants ont été enrôlés dans les forces armées, contre leur gré, comme combattants. Beaucoup de filles sont soumises à un esclavage sexuel. Chaque année, des mines tuent ou blessent des milliers d'enfants.

À cause de nos égoïsmes, ces enfants ne peuvent pas jouir de la fête de Noël. Et pourtant, tous les enfants ont les mêmes droits reconnus par la Convention relative aux droits de l'enfant qu'avait approuvée l'Assemblée générale des Nations unies en 1989. Quelle initiative prenons-nous pour que cette convention soit ratifiée, connue et appliquée.

L'enfant est pourtant la richesse de toute Nation!

Alain Sessou



## LES ENFANTS EN MILIEU RURAL AU BÉNIN: UNE FORTE POPULATION ACTIVE



46,5%. Tel est le taux d'activités des enfants de la tranche d'âge de 10 à 14 ans au Bénin selon les statistiques de l'INSAE. Ce taux est à revoir à la hausse au regard de nos réalités dans ce domaine. Car, il est à noter qu'à l'âge de cinq ans dans bien de nos hameaux et villages, les enfants participent déjà à la production des richesses familiales en s'adonnant à diverses sortes d'activités champêtres aux côtés de leurs parents. Il en est de même pour d'autres activités productives dans nos quartiers de villes

où ce genre de comportement est considéré comme un pré-apprentissage. Pour certains parents qui sont à la base de cela, envoyer un enfant à l'école, c'est de l'argent et ils en ont à peine pour se nourrir, se vêtir, se soigner et se loger décemment.

Pour des difficultés financières, certains enfants sont retirés de l'école dès l'âge de 7 à 8 ans. Très tôt, ils sont donc soustraits à l'instruction formelle ou sont déscolarisés. D'autres par contre sont devenus des vidomégons, des orphelins ou issus des familles désunies, ou nés en dehors d'un ménage: ils deviennent très vite des enfants de la rue. Les uns et les autres généralement, constituent une plaie pour la société et ne connaissent, en principe, pas de fête de Noël des années durant.

La situation de cette tranche d'enfants interpelle l'autorité publique. Les droits de l'enfant obligent!

Alain Sessou

## EXISTE-IL UN PÈRE NOËL POUR LES « DOGBÉ »?

Depuis quelques jours, la ville de Cotonou est rentrée dans la fièvre de la fête de Noël. À l'occasion, les abords des grandes artères rayonnent en jouets de toute nature. La symbolique de la fête de Noël renvoie au personnage légendaire du Père Noël avec ses jouets pour les enfants.

La situation des enfants «dogbé» dans le marché international de Dantokpa, dans le marché de Zongo et les autres marchés de la ville, se dégrade de jour en jour. Marginalisés par la quasi inexistence d'une constellation familiale digne de ce nom, environ 800 enfants de moins de 15 ans et 1500 adolescents de moins de 20 ans se côtoient tous les jours au sein de nos marchés avec comme point de ralliement le marché international de Dantokpa. Utilisés dans le cadre des réseaux informels du marché, les «dogbé» sont exploités essentiellement pour des travaux de type utilitaire (transports de marchandises, porteurs, forgerons, aides-mécaniciens, vendeurs de sacs...), pour une rétribution plus que modeste et des horaires très élastiques. Cependant le réseau informel est également celui d'un commerce parallèle moins plébiscité; certains enfants sont ainsi utilisés de jour comme de nuit pour des travaux de contrebande, des activités de petit banditisme ou pire. Ceux-ci sont rompus à des lois plus violentes et la vie nocturne du marché ouvre une large brèche sur les réseaux de prostitution, de pédophilie et de toxicomanie.

S'ils ont rompu toutes leurs amarres avec leurs familles d'origine (parents géniteurs), comment, cette «contre-société» perçoit-elle la fête de Noël? et quelles sont ses stratégies?

Si le revenu moyen journalier du «dogbé» en temps normal varie entre 250 et 500 F CFA, les fêtes de fin d'années lui offrent d'autres opportunités souvent mal-saines pour le maximiser (intensification des petits vols, connivences dans le banditisme ambiant, l'extension des jeux de hasard au profit d'autres enfants en rupture qui déboulent dans le marché mais qui rentrent à la maison les soirs contrairement au dogbé). Ces trois dernières années, la crise économique ne permet plus aux enfants d'animer à travers le «calété» les rues, les quartiers de la capitale économique. Les enfants des quartiers situés dans les environs immédiats du marché Dantokpa comme Hindé, Saint-Michel, Kpankpan, Dédokpo, rejoignent les bandes de «dogbé» définitivement établis dans le marché pour fêter à leur façon Noël. L'activité qui les retient dans le marché et qui fait des nouveaux «dogbé» à terme, consiste à se réveiller entre 5 heures et 6 heures 30 du matin pour sillonner en fouillant les différents points d'affluence du marché à la recherche d'éventuelles pièces de monnaie égarées par les usagers. Cette activité de fouille du marché malgré son caractère aléatoire rapporte beaucoup en décembre à certains.

Depuis le mois de septembre 2001, un recensement est mené dans la zone de Dantokpa en vue de constituer une banque de données concernant les enfants présents sur le marché, leur histoire, leurs activités, leurs mouvements et leurs origines afin de dégager une réflexion sur les actions à mener pour appuyer ces enfants et leur donner de nouvelles perspectives d'avenir. Du 20 au 27 décembre courant, un groupe d'éducateurs a pris l'initiative d'un camp-noël pour enfants «dogbé» qui se déroulera sous le nouveau pont dans l'enceinte même du marché et qui regroupera les «dogbé» les plus vulnérables. Une messe y est prévue le 24 décembre 2001, pour communier avec cet univers d'enfants vulnérables.

Avec les «dogbé», il y a du travail qui exige courage, persévérance et beaucoup de patience.

Roger Ouensavi

(1) «Dogbé» veut dire en fonbè dormir en un lieu autre que la maison, ou dormir dans la honte. Il regroupe la catégorie des enfants qui n'ont pas leur milieu naturel et qui sont la famille. Agés de 6 à 14 ans, ils sont recrutés par les maîtres des marchés de Cotonou qui les utilisent comme de maigres revenus. C'est l'équivalent de ce qu'on pourrait appeler «enfants de la rue» dans d'autres villes d'Afrique ou du monde. À leur sujet, le rapport sur la circulation des enfants au Bénin en 2001 donne des détails.



## SOCIÉTÉ

## QUE DIRE DES VIDOMÉGON ?

L'Amour de Dieu a pris visage. Et chaque 25 décembre, dans le monde entier, est célébrée la fête de la Nativité de Jésus né à Bethléem, en Israël, il y a plus de 2000 ans.

Encore appelée «fête des enfants» la fête de Noël donne aux parents, en premier lieu, et ensuite à bien des institutions et organisations non gouvernementales, l'occasion de faire plaisir aux enfants. Mais si certains enfants en sont bénéficiaires, d'autres, par contre, ne connaissent guère cette joie. Au nombre de ces derniers se trouvent les vidomégon qui vivent de nos jours, une forme déguisée d'esclavage. Les premiers à se réveiller, ils sont bien sûr les derniers à manger et à se coucher. À peine soignés en cas de maladie, certains finissent par fuir quand ils n'en peuvent plus.

Les filles devenues pour la plupart des vendeuses ambulantes sont souvent entraînées dans la prostitution.

Dans ce groupes, les filles représentent 16,3% de la population béninoise selon le recensement de 1992. Depuis, leur nombre ne cesse de s'accroître. C'est dire que ce système de placement d'enfants est très répandu au Bénin.

Trois types de ce placement :

1) — le placement-vente. Il est une sorte d'abandon d'enfants sous contrat contre une somme qui peut varier de 15.000 à 200.000 F CFA. L'enfant intègre alors une autre «famille» que la sienne et qui lui octroie une nouvelle identité sociale et un statut de «protégé».

2) — Le placement semi-rémunéré. Il est pratiqué sous la forme d'un contrat temporaire tacite.

3) — Le placement simple en échange d'une prise en charge de l'enfant.

Ainsi placés, nombreux sont ces enfants qui font de la vente ambulante pour le compte de leur famille d'accueil. Généralement, ils ne perçoivent pas d'argent. Leur vie s'apparente à une exploitation on ne peut plus déguisée. Ils sont même souvent victimes de négligences et de violences. Les filles sont, dans bien des cas, soumises aux abus sexuels. Il est à noter avec amertume que cette forme de travail favorise malheureu-

vont grossir le groupe des bandits et des délinquants.

Si hier, placer un enfant auprès de quelqu'un d'autre était une chose bénéfique et pour l'enfant et pour sa famille, aujourd'hui et dans la majorité des cas, ce n'est pas chose enviable par les personnes avisées et qui sont au nombre de combien? La pauvreté qui accable sans cesse les familles, se trouve bien sûr à la racine de ces placements.

Ainsi, les derniers à se coucher et les premiers à se lever, les vidomégon sont en

connaissance même pas où habitent les familles d'accueil des enfants. Quand le vidomégon est issu de famille polygame, c'est le père qui en prend l'initiative, et même des fois, c'est la coépouse de la mère.

## CHANGEMENT DE MENTALITÉ

Celui ou celle qui utilise l'enfant appelé communément vidomégon doit savoir qu'il n'est pas différent de son enfant. Tout comme son enfant, il a une âme et un corps; il est très loin d'être un esclave encore que l'esclave est aussi une personne à part entière. Pour les chrétiens, ils sont aussi un autre Christ.

Si tant il est vrai que les enfants sont la richesse de tout pays, nous avons la lourde responsabilité de les aider à se préparer pour se prendre en charge, ce qui suppose une bonne éducation de base tout au moins. Tout comme nos enfants, ils ont à se préparer pour la vie active et cela nous incombe si nous voulons vraiment nous convertir pour que vive le Bénin dans lequel vivront ensemble le lionceau et l'agneau, l'enfant et la vipère. Si nous voulons un Bénin d'où seront bannis, les inégalités, la corruption sous toutes ses formes, les détournements, etc., nous devons mieux traiter les enfants appelés vidomégon. Ces derniers doivent aussi bénéficier de la joie de Noël, l'Emmanuel, Dieu-avec-nous. Au même titre que les nôtres, ils sont des enfants de Dieu, des êtres vivants, des personnes à part entière.

Avec eux et nos enfants, efforçons-nous un tant soit peu de construire un monde dans lequel le respect de l'autre sera de règle.

B. C. Lékou



sement le développement du phénomène larvé de la prostitution juvénile, des fois à titre occasionnel voire professionnel. Certains pères de familles d'accueil sont souvent les auteurs de leur grossesse bien sûr non désirée. Sous pression et menaces de toutes sortes de la part de ces auteurs, elles n'ont même pas le droit de révéler leurs noms. Bien de ces filles, entraînées dans la prostitution finissent par s'y plaire. Cela devient pour elles une source d'argent qui leur permet de rembourser souvent le fruit supposé de la vente des produits ou aliments à elles confiés pour la vente soit parce qu'elles ont l'obligation du résultat une fois rentrées le soir à la maison, ou soit parce que fatiguées, des marchandises leur ont été volées au moment où fatiguées, elles s'endormaient quelque part. Comme conséquences, elles sont sujettes à toutes sortes de maladies sexuellement transmissibles. Quelques-unes deviennent des droguées et

fait des enfants astreints au travail sous forme de pratiques serviles acceptées par l'environnement social. Cette tolérance, loin s'en faut, engendre le silence et une indifférence pratiquement généralisée vis-à-vis du travail des enfants. Leur travail, qui, mal rémunéré, quand ils sont payés, ou qui simplement s'apparente à l'esclavage, échappent à toute réglementation. Pourtant, au Bénin, il y a un Code du travail qui interdit le travail des moins de 14 ans. Mieux, les services qui, théoriquement chargés de faire respecter le droit sont dépourvus des ressources humaines, matérielles et financières pour faire le travail. De fait, ils se sentent peu concernés.

Si ce sont les familles des milieux ruraux qui placent leurs enfants, des personnes sans scrupule qui cherchent de l'argent facile les exploitent en les y poussant. Dans ces conditions, les parents n'exercent guère de contrôle sur les familles d'accueil de leurs enfants. D'ailleurs, dans les 99% des cas, ils ne





RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

## NOËL AUJOURD'HUI : L'EMMANUEL À LA RENCONTRE D'UN MONDE ÉPROUVÉ

(Suite de la première page)

pour qu'enfin renaisse l'espérance au cœur d'un monde dûment éprouvé !

### UN MONDE EN PLEINE INTERROGATION

Aujourd'hui plus que jamais, l'homme ne cesse de se poser des questions sur le sens et la signification de son existence. Un simple, attentif et pur regard sur l'allure ou vont les événements et les états d'âme aussi bien dans l'intimité de notre conscience que dans nos milieux de vie, dans nos familles, dans nos pays, et dans le monde semblerait nous convaincre. Comment ne pas évoquer dans l'intimité de notre conscience le « déchirement intérieur » issu de notre volonté de domination et de puissance qui nous pousse à facilement obéir aux tendresses goïstes de la chair et qui nous empêche de faire le bien que nous voudrions (Ga 5,1...)? Comment ne pas évoquer dans nos milieux de vie les sentiments de conservation de soi, de méfiance, d'adversité tacite et de rejet qui ne cessent d'alimenter le quotidien de notre existence? Comment ne pas évoquer les familles divisées ou règne une hostilité permanente? Et le cas des enfants avortés, des enfants abandonnés, rejetés, victimes de traitements horribles et inhumains? Le cas des personnes malades, abandonnées, dépourvues de soins, d'attention ou d'affection? Comment ne pas évoquer dans nos pays respectifs les guerres, les intolérances et les violences de toutes sortes; la mauvaise gestion des biens publics qui appauvrit dangereusement la vie des plus démunis; les souffrances, les épreuves et les difficultés de la vie qui parfois ne cessent de nous décourager et de nous pousser à vouloir abandonner la lutte? À l'échelle mondiale peut-être, comment ne pas évoquer les conséquences dramatiques de ce qu'on pourrait appeler « La tragédie du XXI<sup>e</sup> siècle », les horribles attentats du 11 septembre 2001 qui ont affreusement plongé l'humanité entière dans un drap de questionnements existentiels? Autant de réalités qui, quotidiennement vécues, plongent l'homme dans une attitude de tristesse et d'angoisse face à lui-même, face au monde dans lequel il vit et face à son avenir.

Aujourd'hui, comment transmettre le message de Noël dans ces circonstances de notre monde quasi déchiré par l'adversité des événements, la peur, la peur de l'autre, l'incertitude et l'angoisse de la finitude? Aujourd'hui, comment proclamer la Bonne Nouvelle d'allégresse et de joie face à un monde en crise de confiance — confiance en soi, confiance en l'autre, confiance en l'aujourd'hui et confiance en l'avenir — et en crise de foi? Quelle incidence la joie de l'avènement de l'Emmanuel apporte-t-elle enfin à la précarité de notre condition humaine?

### QUAND RETENTIT LA BONNE NOUVELLE...

« Ne craignez pas ! Car voici que je viens vous annoncer une Bonne Nouvelle. Une grande joie pour tout le peuple. Aujourd'hui vous est né un Sauveur, dans la ville de David. Il est le



Messie, le Seigneur. Et voilà le signe qui vous est donné : Vous trouverez un nouveau-né emmaillotté et couché dans une mangeoire. Et soudain, il y eut avec l'Ange une troupe céleste innombrable qui louait Dieu en disant : Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes que Dieu aime ! » (Lc 2, 10-14).

Ainsi retracé et actualisé, tel est l'Évangile de paix et de joie proclamé aux bergers apeurés. Retentissante parole de vie et d'espérance, cette annonce confère, en effet, une double qualification au message proclamé : une qualification selon l'immensité inénarrable de la paix, de la joie, de la beauté et de la bonté du cœur de Dieu aujourd'hui déployées pour le bonheur de l'homme; Évangile c'est-à-dire Bonne nouvelle; et une qualification selon l'événement c'est-à-dire : avènement d'un inédit dans l'histoire humaine : Bonne nouvelle. Inégalement une, la « Bonne nouvelle » révèle que Dieu seul est Bon, Lui seul peut faire toute chose nouvelle en envoyant son Fils Unique dans l'histoire des hommes. Lui seul peut donner la paix et la joie de vivre en offrant son Fils, conçu du Saint-Esprit, né de la Vierge Marie, Jésus, Emmanuel, Dieu-avec-nous, le même hier, aujourd'hui, à jamais. Le même ici emmaillotté et couché dans une mangeoire. Et voilà la Bonne nouvelle. « Un enfant nous est né. Un fils nous a été donné; l'insigne du pouvoir est sur son épaule, on proclame son Nom : Merveilleux-Conseiller; Dieu-Fort; Père-à-jamais, Prince-de-la-Paix ». (Ps 9,5)

Cette proclamation est vraiment et radicalement bonne. « Les ténèbres de la peur sont vaincues; et voici venir la nuit pleine des merveilles de Dieu ». Elle est vraiment et radicalement une nouvelle; un inédit surgit. Le Maître du temps et de l'histoire entre dans notre histoire humaine pour l'élever, en la transfigurant, au rang de la vie divine. En ce sens, Dieu a quelque chose d'inédit à nous révéler sur le sens et la signification de notre vie d'aujourd'hui avec les événements — heureux ou malheureux — qui la jalonnent. La grande joie qui résulte de cette bonne nouvelle se veut une manifestation de l'accomplissement du désir qui nous

habite au-delà de tous nos désirs : vivre et vivre heureux !

Désormais, l'histoire humaine a une orientation. Notre condition de vie d'homme éprouvée a un sens et une signification. L'angoisse et la tristesse qui, perpétuellement, nous habitent, se trouvent, dans la venue du Fils de Dieu, transcendées, transformées et transfigurées. Grâce à Lui, par Lui, avec Lui et en Lui, nous sommes en effet destinés non à la mort mais à la vie, non à la finitude mais à l'éternité bienheureuse. Il ne s'agit pas de nous dérober à nous-mêmes, mais de reconnaître et d'accueillir nos angoisses, nos tristesses, nos douleurs, nos peines et nos souffrances quotidiennes et de les offrir sur un fond d'espérance à Celui qui vient au nom du Seigneur.

Dès lors, quand retentit la bonne nouvelle, fleurissent l'espérance et la joie au cœur désespéré qui se laisse consoler. Noël, aujourd'hui dans un monde éprouvé, est l'expression de la présence rassurante de Dieu au centre de notre histoire humaine. Dans, par et avec le petit Jésus couché dans une mangeoire, Dieu établit, aujourd'hui, son Règne de paix et de joie parmi nous. Il est ici pour nous libérer de nous-mêmes, nous libérer de la peur, de l'angoisse et de la tristesse. Ici et maintenant, il nous offre la plénitude de la joie de vivre. À nous de l'accueillir. Un peu d'attention aujourd'hui et nous expérimenterions la puissance de la Bonne Nouvelle agir au-delà de nos épreuves. Un peu d'attention et nous sentirions, aujourd'hui, la présence consolante et rassurante de Dieu auprès de nous, nous accompagnant dans nos difficultés les plus quotidiennes. La Bonne Nouvelle retentit aujourd'hui pour nous redonner confiance. Loin d'être un opium, elle réveille et rassure. Elle proclame, aujourd'hui, la qualité éternelle de notre présent pour nous enraciner dans l'espérance du jour nouveau. Nos difficultés, nos angoisses, nos tristesses, nos épreuves... sont, à la lumière de l'Emmanuel, des appels à la conversion, des invitations à revenir à Celui qui est, au-delà de tout, Réponse vivante à toutes nos aspirations humaines, Jésus-Christ, l'Emmanuel, Dieu-avec-nous. Au-delà de toute apparence, Le voici qui s'offre à nous, nous répétant

sans cesse : « Confiance ! N'ayez pas peur. Venez à moi vous tous qui peinez et moi je vous donnerai le repos et la joie ».

### COURIR À BETHLÉEM OU VIVRE BETHLÉEM AUJOURD'HUI

S'agirait-il pour nous de courir, aujourd'hui, à Bethléem pour voir les merveilles de Dieu comme jadis les bergers, il y a deux mille ans? S'il est vrai qu'en hébreux, Bethléem (petite ville de Judée où est né l'Enfant Jésus) signifie « Maison du Pain », il est tout autant heureux de savoir que tous, nous avons faim et soif du Vrai Pain et de la Vraie Boisson. Courir à Bethléem aujourd'hui, c'est accueillir le Nouveau-Né. C'est vivre et demeurer avec Lui (dans sa crèche) pour constamment se nourrir du « Pain de Dieu, le Pain des anges, le Pain descendu du ciel ». Aujourd'hui et plus que jamais, le Petit Enfant de Noël nous invite à « Vivre Bethléem » au cœur de notre condition de vie actuelle. Vivre Bethléem, c'est accepter que l'Emmanuel naisse en nous, aujourd'hui, au cœur de nos épreuves. C'est aussi réaliser chaque jour, un peu plus, l'unité avec soi, avec le prochain et avec Dieu. Ceci suppose :

— ouvrir notre cœur à l'Évangile, la Bonne Nouvelle de paix, d'allégresse et de joie qui retentit à la porte de notre cœur. Elle voudrait descendre jusqu'à nous pour rencontrer nos désirs les plus secrets, nos aspirations les plus intimes et nos souhaits les plus cachés ;

— accueillir le « Don de Dieu » pour se laisser féconder dans l'humilité de Celui qui vient à la rencontre de notre condition de vie ;

— accepter de vivre avec Lui, de faire le chemin avec Lui depuis la crèche jusqu'au Golgotha où se révélera la gloire de Dieu au cœur du paradoxe de la tristesse, de l'abandon mais aussi de la confiance et de l'espérance qui donnent à la croix son sens. Et justement, c'est ici que jaillit, de manière plus éclatante, la puissance de la Bonne Nouvelle de la paix et de la joie pour la multitude des hommes et des femmes de toute condition qui, aujourd'hui confrontés aux vicissitudes de la vie — violence, abandon, dérision, guerre, exclusion, persécution... — perdent toute orientation de leur existence. C'est ici qu'aujourd'hui même, ceux qui pleurent sont consolés par le Fils de Dieu qui partage leur condition. Les larmes de la tristesse, du désespoir et de l'angoisse sont transfigurées parce que récapitulées dans les larmes du Petit Enfant de la crèche dont la naissance mérite des chants de confiance, d'espérance et de joie.

Ainsi fortifiés au pied de la crèche de Jésus, nous repartons comme les bergers pour raconter, chanter et proclamer, au cœur de notre condition de vie, les merveilles de Dieu.

### REPARTIR DE BETHLÉEM DEVENIR PORTEURS DE L'ESPÉRANCE ET DE LA JOIE

« Frères, soyez toujours dans la joie. Laissez-moi vous le redire, soyez dans la

(Lire la suite à la page 10)



## RÉFLEXION

# PAIX : COMBAT ET NON PACIFISME

Nous voici encore au cœur d'une période où dans les diverses couches sociales, le vocable fuse et fusera de partout. En guise de souhait, nous nous le servirons. Chez les Baatombu par exemple, on entendra «alafia»; chez les Waama «bansire»; chez les Berba «naru»; Quant aux Yoruba et Mina, c'est respectivement les termes «alafia» et «nifafa» qu'ils feront parvenir à nos oreilles. «Fifa» sera le leitmotiv des Fons.

Remarquons qu'en dehors de ce moment festif, ces termes entrent déjà dans nos formules de salutations: la Berba dit le matin «Daa saam (nari) ? (est-ce que ta matinée te donne la paix)? Le Baatonu pour saluer son voisin le matin dit : «Akunado?» (Comment as-tu passé la nuit?) et l'autre répond: alafia (dans la paix).

De ces considérations lexicographiques, il ressort sans nul doute que tout homme, désire la paix pour lui-même, pour sa famille, pour sa nation et pour le monde. Cette paix qui est présente aussi bien dans les cérémonies de sortie d'enfant que dans les inhumations est donc une réalité panculturelle dont la quête est inhérente à la vie humaine depuis son aurore jusqu'à son crépuscule. Ce désir de paix est tellement ardent qu'il inspire des prénots: Irénée, du grec eirēnē qui veut dire paix; xwefa (contracté de xwe ni fa) c'est-à-dire que dans la maison règne la paix).

Malgré ces formules que nous nous adressons depuis que l'homme existe, nous n'avons jamais cessé de nous

lamentar de n'avoir pas trouvé la paix. Le prophète Jérémie dira: «nous attendions la paix, et rien de bon». (1) Il est d'ailleurs certain qu'aucun rôle ne peut descendre tout cuit du ciel. La question que nous devons nous poser est peut-être: savons-nous l'investissement que demande en permanence cette paix? ou sommes-nous prêts à consentir à cet investissement? ou encore que devons-nous faire pour retrouver la paix?

À ces interrogations qui, peut-être, se posent déjà, certains répondent: «si vis pacem, para bellum» si tu veux la paix prépare la guerre. D'autres par contre disent: «si tu veux la paix, offre la paix». Le Christ Jésus qui est Lui-même Paix et Source de paix s'exprime à propos: «Je ne suis pas venu apporter la paix, mais le glaive» (2) ou «pensez-vous que je sois apparu pour établir la paix sur la terre? Non, je vous le dis, mais bien la division» (3). Il semble ainsi se rallier à la première réponse.

Vu l'identité de la personne du Christ et sa mission qui est de sauver TOUS LES HOMMES tout en respectant leur liberté, aux yeux de beaucoup, ses propos peuvent paraître hasardeux voire déplacés. Car il est impensable que quelqu'un qui a une pareille mission puisse tenir un langage aussi dérangeant qu'agressif. N'est-ce pas lui qui disait aussi: «Je vous laisse ma paix; c'est ma paix que je vous donne»? D'où lui viennent alors ces déclarations déconcertantes?

S'il était vrai que le Seigneur Jésus se leurrait, il ne serait pas moins vrai que

rester à cette conclusion obvie est un refus obstiné de compréhension.

Oui, comme nous le disons un peu plus haut, Jésus-Christ est la PAIX et la seule source de paix. Il est l'unique auprès de qui on peut réellement s'enquérir de comment acquérir la paix. Et cela, il le résume à travers le mot glaive dont le don est un envoi pour un combat. Jésus invite en effet tout quêteur de paix à une lutte, non pas une lutte à main armée contre son prochain; car la paix n'est pas une pure absence de guerre, mais c'est une lutte morale en vue d'une paix. Et l'ennemi N° 1 est le démon qui existe bien. Il faut s'en convaincre, la quête de la paix ne signifie pas pacifisme, ni somnolence. Elle ne cache pas une conception lâche et paresseuse de la vie. Elle se veut plutôt et avant tout un effort quotidien d'éradication des manifestations de Satan, manifestations dans lesquelles il se complait: mensonge, vol, corruption, médisance, cupidité, meurtre et nous en passons. Les leucocytes nous en donnent l'exemple. Grâce en effet à ces être vivants microscopiques, infatigables dans leur défense, l'organisme humain trouve quelque peu la sérénité vis-à-vis des microbes. La quête de la paix doit donc s'inscrire non seulement dans sa proclamation théorique mais encore et surtout dans un témoignage concret et quotidien des plus hautes et universelles valeurs de la vie telles que la vérité, la justice et l'Amour. Aussi, ne serait-il pas de trop d'aller à la source même, laquelle rayonne à travers les hautes valeurs de la vie ci-dessus citées. Car il est bon d'avoir assez d'oranges. Mais il est encore mieux d'avoir chez soi un oranger.

Le quêteur de paix est en effet convié à opposer à ces œuvres démoniaques, fruits de l'orgueil, la vertu d'humilité. Cette vertu qui semble jouer d'une sorte d'immunité, excelle à discerner l'action du diable. Ce dernier est fixé dans une attitude d'orgueil par sa révolte contre Dieu. Il ne sait pas être humble et ne comprend pas l'humilité. Toutes ses contre-figures, même ses humilités feintes portent toujours des marques visibles d'orgueil. L'humble habitué au parfum du Christ, les discerne promptement à ce signe. Par contre, l'humble vit en des régions que le démon ne connaît pas. celui-ci est toujours déconcerté et vaincu par l'humilité. En ce sens la paix intérieure apparaît comme la condition sine qua non de toute autre forme de paix. Car c'est dans l'homme que naissent la violence et les conflits, le terrorisme et les discriminations, les rivalités de groupes et les haines de classes, l'intolérance et le racisme, la concurrence effrénée et la lutte fratricide. En d'autres termes, la source de toute guerre vient de la désagrégation des composantes intimes de l'humanité. Saint Paul faisant écho à des interlocuteurs de son temps, gémissait sur la distorsion entre le vouloir et le faire, le dire du bien et l'exécution du mal. Il ne s'agit donc pas de vouloir ou de désirer la paix. Mais d'agir, de combattre en vue de la gagner. Nous ne devons donc pas prétexter la rudesse de cette lutte — encore qu'elle le soit d'abord — pour nous dérober à cette paix. Il faut absolument la rechercher. Car comme le dit le Cardinal Paul Poupard, «vouloir la paix, c'est vouloir la vie, vouloir la vie, c'est se libérer de la peur et de l'angoisse et c'est œuvrer pour la justice. Œuvrer pour la justice, c'est avoir le cœur neuf, l'esprit libre, lutter courageusement contre toutes les entreprises totalitaires et idéologiques dominatrices».

Vouloir la paix, c'est être lucide, sans avoir peur; c'est être conscient devant les menaces; c'est être courageux au cœur de l'épreuve; c'est être solidaire à l'heure du danger; c'est respecter la vie et donner des moyens de vivre, avec des raisons de vivre.

Ni l'abus autoritaire de la force, ni la seule aspiration à la paix ne suffisent à l'instaurer. Le prophète Isaïe disait: Opus iustitiae pax (Is 32,17) la paix est le couronnement de la justice» (4).

Il revient donc à chacun d'œuvrer inlassablement pour opposer aux germes mortifères de notre temps une culture de paix. Et pour cela levons à l'aube de l'année nouvelle l'étendard de la paix qui doit guider le navire de la civilisation à travers les inévitables tempêtes de l'histoire, au port de ses plus hautes destinées.

Hilarion C. Gnadjia  
Séminaire Saint-Gall, Ouidah

## NOËL AUJOURD'HUI...

(Suite de la page 9)

**Joie. Que votre sérénité soit connue de tous les hommes. Ne soyez inquiets de rien» (Ph 4, 4 à 7).**

C'est à nous aujourd'hui que s'adresse cette ravissante exhortation de l'apôtre Paul. La grande joie de Dieu qui vient à la rencontre de nos aspirations humaines nous transforme pour faire de nous porteurs de l'espérance et de la joie. Convertis au Père grâce à l'Emmanuel dans l'Esprit Saint, nous devenons des témoins privilégiés de la Bonne Nouvelle de la Paix. Un tel témoignage de notre joyeuse libération recouvre aujourd'hui une triple dimension à savoir:

— être porteur d'espérance pour soi-même,

— être porteur d'espérance pour les autres et

— être porteur d'espérance dans une vie de louange, de gratitude et de reconnaissance envers Dieu.

Être porteur de la Bonne Nouvelle d'espérance pour soi-même, aujourd'hui, suppose apprendre à s'écouter de l'intérieur en présence confiante et rassurante de l'Emmanuel, Dieu-avec-nous. S'écou-

ter profondément au cœur de ses réjouissances de fin d'année pour ne pas se laisser emporter dans les ripailles et les beuveries. Écouter de l'intérieur ce dialogue surgissant: S'agirait-il pour moi, aujourd'hui, de célébrer les fins d'années — Noël et Nouvel An — comme une de plus, comme tous les ans, comme tout le monde mangeant, buvant ne se souciant de rien? Quelle place est-ce que j'accorde à la joie de Dieu qui vient me visiter dans mes angoisses, mes épreuves et mes difficultés de chaque jour? C'est dans la mesure où nous essayons de prêter un peu d'attention à nos desirs à la lumière de la nativité que pourra rayonner la gloire de Dieu au cœur de nos réjouissances faisant ainsi de nous des porteurs d'espérance pour nos frères.

Ici encore, un peu d'attention pour écouter les besoins de notre entourage, pour redonner le sourire à ceux qui en ont perdu la saveur, la joie au cœur attristé, la paix au cœur bouleversé, l'espérance au cœur désespéré et angoissé. Aujourd'hui, être porteur d'espérance pour le frère d'à côté, c'est être en mesure de l'accueillir, pour l'écouter, de cheminer avec lui dans ses différences, de le porter dans ses faiblesses et de l'aimer dans ce qu'il a de plus particulier. C'est également écouter les larmes de cet enfant mal nourri, de ce

«vidomègon» maltraité, de cet homme ou de cette femme qui, fatigué (e) de la vie n'a d'autres compagnons que la solitude, l'ennui et le désespoir. Il ne s'agit pas non plus d'une simple action humanitaire basée sur de simples valeurs anthropologiques. Il s'agit de devenir chercheur d'homme sous l'éclairage de la Bonne Nouvelle, de demeurer indicateur de sens, accoucheur de signification et donneur d'orientation à une humanité désemparée; il s'agit de pouvoir enfin proclamer — par la parole et par l'action — aux malades, aux éprouvés, aux abandonnés, aux désespérés... à tous et chacun aujourd'hui: «toi particulièrement, tu es aimé de Dieu, ton Créateur! Réjouis-toi car désormais tes angoisses ont un sens et une signification dans la venue de ton Sauveur! Confiance!» C'est au cœur de ce témoignage que notre vie se trouve transfigurée en bouquet d'action de grâce, de gratitude et de reconnaissance joyeusement posée au pied de la crèche de l'Emmanuel, Dieu-avec-nous, pour nous conduire jusqu'à la Grande Eucharistie.

Joyeux Noël à tous et à chacun !

Bonne fête de fin d'année dans la Paix et la Joie de l'Espérance !

Brice C. Ouinsou  
Grand séminaire Saint-Gall (Ouidah)

(1) Jr 14, 19b.

(2) Mt 10, 34b.

(3) Lc 12, 51.

(4) Jn 14, 27a.

(5) Em. Cardinal Paul Poupard, si tu veux la paix, apprends à aimer, in Esprit et vie n° 21 (1986).



## ÉCONOMIE — DÉVELOPPEMENT

# NOTRE ENGAGEMENT POUR UNE COMMUNAUTÉ VIVANTE ET SOLIDAIRE

## UNE VISION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

par le Professeur Allert Tévoédjrè Membre de la « Commission mondiale sur la sécurité Humaine »

Porto-Novo, le 8 décembre 2001

De nombreux auteurs et analystes politiques ont comparé l'Afrique d'aujourd'hui à un « mirage » donnant l'image d'une mosaïque de minuscules États occupant un espace compartimenté, hérisse de barrières, de cloisons, de chicanes où « chacun dispute un os à ses voisins ».

Les peuples africains et leurs dirigeants ont pris conscience depuis de nombreuses années de cette situation de perpétuelle « balkanisation ». L'histoire de fédérations hâtivement construites et presque immédiatement démantelées, les propositions hardy de Kwame Nkrumah, les résolutions de conférences de toutes sortes pour un panafricanisme confit, la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) puis de l'Union Africaine, voilà autant d'initiatives qui prouvent la nécessité d'une autogénération, d'une autre architecture et d'un autre gestion de l'espace géopolitique africain.

C'est dans cet esprit que les Chefs d'État et de gouvernement de l'Afrique de l'Ouest ont décidé de créer en 1975 la CEDEAO, une Communauté économique de 16 États allant de la Mauritanie au Nigeria et embrassant des pays comme le G-Vert, le Mali, le Niger, le Burkina-Faso...

Depuis sa création, la CEDEAO a pu se montrer exemplaire dans des domaines essentiels comme ceux de la paix et de la sécurité ainsi que dans la gestion de coopérations variées : l'agriculture, les transports, l'énergie, la santé, la science et la technologie.

Les rapports périodiques du secrétariat exécutif de l'institution témoignent régulièrement de progrès réalisés sans masquer les difficultés rencontrées.

C'est dans cette même démarche il convient de situer la présente réflexion qui voudrait contribuer à préciser certaines priorités à susciter l'ouverture de chantiers encore inexistant.

La CEDEAO est gouvernée par un Traité aux objectifs très clairs. Elle est soumise à l'autorité d'une Conférence des Chefs d'État qui détermine ses orientations et approuve ses programmes. Rien ne peut être proposé qui ignore les fondements.

Le but recherché ici est de poser quelques propositions qui dans le cadre des programmes retenus par les Chefs d'État et Gouvernement donneraient à la CEDEAO une vocation plus nette, la rendraient encore plus proche des populations d'une Afrique de l'Ouest dont les habitants dans les nombreux domaines de la vie quotidienne soulignent chaque jour, au niveau régional comme au niveau national, la nécessité d'une exigente efficacité.

Il paraît donc opportun de définir une vision déjà affirmée et de dégager quelques points saillants qui, dans le domaine économique comme dans celui de la gouvernance quotidienne, permettraient à la CEDEAO de se transformer en laboratoire crédible du nouveau Partenariat pour le Développement Africain et d'intégrer effectivement 250 millions d'hommes et de femmes mobilisés pour construire solidement un espace de vie communautaire.

Cette ambition exige une vision toujours présente à l'esprit.

### UNE VISION ROUVELÉE

Espace de développement exceptionnel, la CEDEAO peut véritablement se muer en une Confédération d'États unis par la culture et l'effort commun de progrès. Elle constitue un ensemble cohérent, une terre commune riche de ressources et d'identités infinies et constituant un marché — au-delà de la propriété de ses habitants et de ses pays. Nul dans un tel univers ne devrait moufouer, se trouver au chômage ou manquer d'opportunités.

La CEDEAO, c'est le continent africain une chance exceptionnelle de vrai développement et une opportunité de coté responsable avec le reste du monde.

À quelques conditions cependant :

— que les barrières cloisonnées et les chicanes soient maîtrisées ;

— que la communication la plus large permette une organisation efficace de l'espace communautaire, une complémentarité positive à l'apport de chacun, et une compensation intelligente et rapide des déficits.

Pour qu'une telle vision portée par des agents de développement adéquatement formés et en bonne santé puisse s'incarner dans le réel, une priorité s'impose et elle porte un nom :

### LA VOLONTÉ POLITIQUE

Cette volonté politique, il faut le reconnaître, s'est collectivement affirmée dans le Traité d'Abuja. Le texte est complet, on ne peut raisonnablement rien y ajouter qui ne serait superflu.

Il reste l'engagement quotidien, l'action qui ne trahit pas l'intention, l'efficacité qui encourage, le succès qui rassure.

La CEDEAO a connu un accroissement à deux ans. Un accroissement dont on a peut-être minimisé l'importance et la gravité : c'est le retrait de la Mauritanie.

Cette décision d'un membre fondateur de l'organisation exige attention. Elle mérite inspection et rétrospection. Que s'est-il passé ? Quelles attentes la Mauritanie avait-elle et qui n'ont pas trouvé réponse ? Quelles décisions prises qui lui paraissaient erronées ?

Une volonté politique est donc à réaffirmer au quotidien sans laquelle l'organisation pourrait s'exposer à d'autres mésaventures.

Or, en réalité, l'attention à tous enrichir chacun. Mais il faut le démontrer en rendant une fois encore la CEDEAO visible à chacun, proche de chacun, utile à chacun et à tous.

Visibilité, proximité, utilité quotidienne ressentie, c'est le fondement sans lequel l'institution et chacun de ses membres se condamneraient à un suicide lent peut-être, mais irrémédiable.

Car nous savons les menaces réelles qui pèsent sur nos fragiles économies et qui engendrent dans chacun de nos pays des risques certains de désagrégation sociale et la mise sous tutelle de nations entières devant la proie de quelque empire extérieur souvent sans visage.

La volonté politique n'est donc pas un slogan. Elle doit être un aiguillon qui pousse chacun dans la direction d'une communauté vivante et solidaire.

Cela veut dire que dans chaque pays de l'Union, les partis politiques, les syndicats, les associations de femmes, de jeunes, les universités, les cercles d'études ou de réflexion doivent porter l'exigence de la vie communautaire dans l'Ouest-africain. Les Parlements doivent discuter des rapports et des bilans de la CEDEAO et exiger des comptes sur les progrès réalisés dans les efforts d'intégration.

La CEDEAO a aussi besoin, pour progresser dans sa vocation d'utilité publique, de se trouver au cœur des préoccupations des 250 millions de femmes et d'hommes qui peuplent notre espace ouest-africain.

Cela veut dire : Priorité à la communication. La communication prise dans son sens absolu, sans exclusive aucune.

Communication par les langues (langues nationales et langues officielles de travail). L'intégration ne peut progresser si ne se multiplient rapidement les occasions et les structures permettant aux agents de développement de travailler dans les langues pratiquées par les communautés économiques que l'on veut toucher. Au sein même des institutions de la CEDEAO, les langues de travail doivent être largement connues et pratiquées. Au niveau des professions et de la lutte contre le chômage, les connaissances linguistiques élargissent l'horizon de la recherche d'emploi. Des programmes paritaires par la CEDEAO devraient accroître les chances de l'intégration régionale par coopération linguistique.

Parler anglais, français et portugais au sein de la CEDEAO devrait devenir tout à fait normal dans

quelques années sans oublier que toute langue nationale utilisée dans plus de deux pays de la CEDEAO devrait revêtir le caractère de langue régionale et être valorisée et promue.

Communication par l'intensification des projets de mise en réseaux de nos routes, de nos chemins de fer, de communication par la maîtrise de nos espaces aériens et maritimes.

Communication par les nouvelles technologies de l'information avec la promotion de la téléphonie sociale (rurale notamment).

Communication parce que l'un des buts prioritaires de la CEDEAO, c'est la libre circulation des personnes et des biens.

Ici, le chantier courageusement ouvert mérite une attention soutenue. Tout ce qui a été réalisé dans ce domaine, toutes les décisions prises doivent connaître un suivi.

Il est clair que toute cargaison bloquée à l'une de nos frontières, c'est l'économie mise en danger. Or cela continue et se répète chaque jour.

Tout opérateur économique confronté à de telles situations ne peut que désespérer. Les voyageurs, les marchands subissant des tracasseries inutiles et archaïques et contraintes de passer des nuits à nos frontières, c'est le temps perdu, l'argent gaspillé, l'économie ruinée.

Les mesures prises par la CEDEAO doivent ici recourir à la volonté politique et aux structures sociales d'engagement collectif pour imposer la raison et garantir la communication qui développe et enrichit.

Cela dit, les personnes qui circulent, ce sont aussi parfois des délinquants, les produits qu'on transporte, ce sont aussi parfois drogues et stupéfiants. Il ne s'agit donc pas de céder à une naïveté lyrique.

Si les frontières sont ouvertes à tous, on ne peut les fermer à la sécurité, à la loi et à la justice. D'où la nécessité de promouvoir des structures de vigilance tout à fait compatibles avec la gestion d'un espace communautaire.

Sans remettre en cause la réalité de la libre circulation, toutes les communautés, toutes les unions qui se bâtissent dans le monde, en Europe, en Asie et en Amérique s'attellent à ce problème et lui trouvent solution. Cet espace d'apprentissage est aussi le nôtre. Il nous faut l'utiliser en donnant à nos propres structures tous les moyens requis permettant de ne pas retarder le progrès recherché, l'objectif voulu, la promotion efficace d'une intégration qui nous enrichit et permet notre développement solidaire.

Ce développement doit se réaliser dans la paix. D'où la nécessité de renforcer les programmes « Paix et Sécurité », « Prévention et Règlement des Conflits ».

Les actions de la CEDEAO dans ce domaine sont nombreuses et elles n'ont pas manqué d'efficacité. Les poursuites lorsqu'elles sont pertinentes, les modifier lorsque cela est requis et aussi les conclure et y mettre un terme parce que la guerre ou le conflit permanent ne sont pas l'objectif, voilà ce qu'il convient d'aider les autorités de décision de la CEDEAO à pouvoir accomplir dans l'intérêt du développement des peuples concernés.

Ceci conduit aussi à rechercher les causes de tension dans la région et à les prévenir. L'observation minutieuse de nos tensions révèle des foyers précis de frustration et d'inquiétude. L'un de ceux-ci devrait trouver remède dans une meilleure gestion d'une richesse africaine insoupçonnée : la valeur spirituelle tolérante.

### LA CEDEAO : ESPACE DE VALEURS SPIRITUELLES ET DE GRANDE TOLÉRANCE

L'Afrique demeure un continent où les valeurs de l'esprit constituent une priorité certaine.

Notre espace ouest-africain est aussi une terre traditionnellement travaillée par les préoccupations qui transcendent le vécu quotidien.

Les religions ancestrales ou traditionnelles, le christianisme, l'islam et d'autres religions trouvent chez les populations un accueil qui les motive. Il importe de contribuer à préserver de telles richesses dans un sens d'interculturalité positive.

Les tendances conflictuelles que l'on observe de temps en temps peuvent être maîtrisées par les valeurs de la laïcité au sens du respect de chacun et de tous. On peut suggérer que partout au sein de la CEDEAO se créent et se multiplient des cercles d'interculturalité des enfants d'Abraham, qu'ils soient musulmans ou chrétiens ou même animistes s'ils adhèrent à l'idée. Que ces groupes de fraternité vivant au quotidien une solidarité agissante, une prière commune, partagent leurs interrogations et leurs inquiétudes, dépassent la politique et construisent l'économie, acceptent la laïcité et rendent l'espoir aux femmes et aux hommes, libérés de la peur : c'est à l'évidence l'une des voies de notre avenir commun.

La CEDEAO donnerait ainsi un exemple aujourd'hui partout recherché et autrefois judicieusement valorisé par le siècle des lumières. Nous devons pouvoir dire, nous aussi que, dans l'Afrique enfin :

«... l'heureux tolérantisme  
De tout esprit bien fait devient le catéchisme »  
(Voltaire)

L'UNESCO nous a fait l'apprentissage. Les guerres naissent dans l'esprit des humains ; c'est dans l'esprit des humains qu'il faut élever les remparts de la paix qui favorise le développement.

Si la CEDEAO redéfinit sa vision d'espace communautaire, si elle réaffirme sa volonté politique et donc son engagement à briser les chaînes qui empêchent les peuples de respirer et de vivre dans la paix et la sécurité, quelles actions peut-elle entreprendre qui prouveront son efficacité de développement ?

Elles sont nombreuses, elles sont infinies. On peut néanmoins en citer quelques-unes à retenir pour les proposer en exemples de projets.

L'un vient de parler de paix et de sécurité.

Il se fait que la CEDEAO a dû pendant plusieurs années se préoccuper de conflits meurtriers au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée Bissau et en Guinée Conakry.

Ces pays aujourd'hui doivent se pacifier intériorément et se reconstruire.

C'est le temps de proposer sous l'égide de la CEDEAO des programmes de reconstruction des pays dévastés par les guerres et conflits.

La CEDEAO ne pourra seule gérer de tels projets mais elle doit pouvoir contribuer à les initier et à les encadrer. Elle doit pouvoir contribuer à rechercher les partenaires africains et internationaux intéressés par tels projets. Elle doit pouvoir créer avec la Banque Africaine de Développement (BAD) et d'autres institutions adéquates des structures nécessaires à la mobilisation et à la gestion des ressources ici requises.

De tels projets accroîtraient la visibilité de la CEDEAO, son caractère de proximité avec les peuples et son utilité certaine.

Communauté économique, la CEDEAO doit poursuivre son plan d'efficacité régionale par spécialisation, complémentarité et enrichissement mutuel.

La CEDEAO doit pouvoir encourager chacun des États membres à apporter dans la corbeille de l'échange communautaire ce qu'il produit bien, ce qu'il produit mieux que tous et qui est recherché par les autres partenaires.

La CEDEAO doit prouver que chacun peut tirer bénéfice du marché de 250 millions de consommateurs dont elle constitue l'unique espace ; que

(Lire la suite à la page 12)



## ÉCONOMIE — DÉVELOPPEMENT

# NOTRE ENGAGEMENT POUR UNE COMMUNAUTÉ VIVANTE ET SOLIDAIRE...

(Suite de la page 9)

chacun peut s'organiser dans ce sens, s'équiper pour cela, mobiliser les intelligences et les forces de travail de son territoire pour répondre aux exigences de ce marché.

Les produits de l'agriculture ivoirienne, guinéenne, togolaise ou béninoise, ceux de l'élevage malien, nigérien ou burkinabé, ne suffisent même pas à satisfaire le seul marché de plus de 100 millions de consommateurs au Nigeria. Les exemples simples et significatifs peuvent se multiplier. Sans aller bien loin, il suffit de mieux observer nos marchés, ceux que nous connaissons actuellement tels qu'ils sont animés par nos hommes.

Le marché dans l'ouest-africain est en effet le royaume des femmes. C'est le lieu où tout ce qui se produit, se cherche ou s'échange apparaît dans une extraordinaire diversité.

Accorder un intérêt particulier aux marchés de l'Afrique de l'ouest revêt un caractère de priorité pour la CEDEAO car elle veut dire aussi accorder de l'intérêt à la structure du marché, à son approvisionnement, à la sécurité sur ce lieu de grand rassemblement, à l'hygiène nécessaire et souvent déficiente.

La CEDEAO pourrait concevoir un Projet d'observatoire régional des marchés de l'ouest-africain, de leur mise en réseaux, de leur approvisionnement, de leur assainissement. Ceci apparaît un chantier d'envergure certaine et où se retrouvent nécessairement les municipalités, les groupements économiques de femmes, les professionnels de l'économie marchande, etc.

Voilà encore un domaine où la CEDEAO pourrait renforcer sa visibilité, sa proximité avec les peuples et leurs dirigeants ainsi que son utilité dans l'étude et la gestion des problèmes quotidiens de développement économique et social.

Qui dit marché dit instrument d'échange et donc monnaie.

La question est dans tous les esprits et sur toutes les lèvres. Une monnaie ouest-africaine est-elle possible ? Je réponds oui. Elle est non seulement possible mais elle est nécessaire.

Je dis même qu'elle existe déjà, qu'à toutes nos frontières, sur tous nos marchés, de manière informelle, la chose s'impose et cette monnaie de convergence s'exprime.

Il s'agit aujourd'hui de rationaliser nos instruments d'échange et de réaliser cela en tirant parti de nos expériences en Gambie, au Cap-Vert, en Zone CFA, au Nigeria, au Ghana.

Les efforts actuellement en cours, les structures de convergence instituées, qu'elles soient AMAO ou IMAO, vont dans la direction souhaitée. À un moment opportun, sans tapage, la volonté politique préparée, apaisée, devra s'exprimer. Et ce sera une avancée considérable dans la construction de notre espace communautaire délivré de « l'informel » et capable de nous situer en partenaires majeurs dans un monde majeur.

Nous en arrivons là aux tâches cruciales de la CEDEAO dans la maîtrise des défis économiques et commerciaux qui s'imposent actuellement à ses États membres.

### LES GRANDS DÉFIS

Comme nous le savons, après plusieurs décennies de politique de substitution aux importations, la plupart des pays africains ont progressivement ouvert, à partir du milieu des années 80, leurs économies aux règles du marché. Généralement entreprises dans le contexte de programmes d'ajustement structurel (PAS) mis en place pour remédier à des déséquilibres macro-économiques, ces réformes unilatérales ont consisté en la rationalisation des droits à l'importation à travers la réduction des niveaux et nombres de taxes, le démantèlement des restrictions quantitatives aux échanges, la pratique de la vérité des prix, la promotion des exportations, l'élimination des contrôles de change, la privatisation des entreprises publiques et la restructuration des administrations publiques. Des disciplines furent observées dans les domaines monétaires et budgétaires, et les codes d'investissement amendés pour tenir compte du nouvel environnement économique. Ces réformes ont encouragé les pays africains à participer massivement aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre du Cycle de l'Uruguay. Toutefois, vers la fin des années 80 et le début des années 90, les dissensions et les risques d'échec du Cycle ont conduit toutes les nations, y compris celles d'Afrique, à accélérer les initiatives régionales qui, en dépit de la conclusion du Cycle en 1994, ont poursuivi leur cours.

Au cours de la période d'incertitude au sujet du succès du Cycle, à l'instar des autres régions, les pays africains ont signé à Abuja, en juin 1991, le Traité créant la Communauté Économique Africaine (CEA) dont l'initiative remonte au Plan d'Action de Lagos de 1980 lancé par l'OUA. La Communauté Économique Africaine, tout comme le Plan dont elle est issue, constitue un pas décisif en direction de l'intégration africaine comme le témoigne d'ailleurs le récent lancement de l'Union Africaine. Il n'est pas surprenant de rappeler ici que le Traité de la Communauté Économique Africaine prévoit l'intégration progressive des communautés régionales africaines existantes ou en gestation vers un Marché Commun Africain et une Union Monétaire Africaine, avec un Parlement Africain, au terme d'une période transitoire ne devant pas excéder 34 ans. De ce fait, le retard que connaît aujourd'hui la Communauté Économique Africaine dans l'exécution effective du programme devant conduire à la mise en place de ces institutions est en partie imputable à la lenteur avec laquelle les communautés régionales évoluent vers de réels espaces économiques avec des unions douanières.

En Afrique Occidentale, la CEDEAO a été reconnue comme la communauté devant émerger de la sous-région et l'une de celles où l'intégration devra se réaliser l'intégration à l'échelle continentale. Notre communauté est aujourd'hui à une étape critique de son évolution. Beaucoup d'efforts ont été consentis par les membres en direction de la mise en place de notre union douanière. Cette dernière devra maintenant être concrétisée. Dans des espaces régionaux comme la CEDEAO, la mise en place du volet « zone de libre échange » est généralement facilitée par la faiblesse des échanges entre les États (l'objectif étant désormais de les promouvoir) et l'importance des contrebandes à travers des frontières poreuses.

Le principal pas à franchir à l'étape actuelle est la mise en place du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO, celui-là même qui devra consacrer l'union douanière. Cette mise en place ne va pas sans poser quelques difficultés. En effet, du choix de la méthode de détermination du TEC découle l'orientation commune à donner aux échanges avec les pays tiers et le positionnement des États par rapport aux engagements qu'ils ont pris au niveau multilatéral. Ce choix devra également tenir compte du fait que les premiers pas en direction de la zone de libre échange ont déjà, nonobstant la faiblesse des échanges régionaux, entraîné les recettes douanières des États membres. Pour ce faire, étant donné que les recettes douanières constituent une part substantielle de nos recettes publiques, le TEC retenu ne devra pas trop réduire celles-ci, principale raison d'être (du moins pour le moment) du tarif dans certains de nos pays.

En effet, la principale lacune de nos politiques commerciales que nous devrions très prochainement corriger est le rôle trop fiscal de nos tarifs. Pour y parvenir, une collaboration entre les ministères des finances et ceux du commerce s'avère indispensable. Une telle collaboration est surtout nécessaire si l'on veut faire jouer au tarif son rôle actuel de principal instrument de politique commerciale après le démantèlement des mesures non-tarifaires dans le cadre des PAS. Par conséquent, le TEC qui émergera du processus actuellement en cours devra tenir compte du rôle économique du tarif sans négliger son importance fiscale pour nos États — en attendant à tout le moins que nos pays aient le temps de s'ajuster en recourant aux taxes intérieures.

Avec l'avènement de la mondialisation, le volet commercial est celui qui vient en premier à l'esprit lorsque l'on évoque l'intégration régionale. Toutefois, si l'accès aux marchés est nécessaire à nos pays (petits non seulement en termes de pouvoirs d'achat mais également de population pour la plupart d'entre eux), il ne saurait seul leur permettre de réaliser leurs objectifs de développement. L'accès aux marchés permet certes des économies d'échelle et donc la réduction des coûts de production. Toutefois, on ne peut commercialiser que lorsque des biens ou services ont été produits. Nos pays ne disposent déjà pas de capacités de production suffisantes pour pleinement exploiter toutes les opportunités qui leur sont offertes dans le cadre d'accès préférentiel aux marchés de certains pays industrialisés. Aussi le taux d'utilisation de ces accès préférentiels par nos pays demeure-t-il généralement en dessous de 50%.

La faiblesse de nos capacités de production résulte de facteurs bien connus dont le manque d'investissement, le manque de financement, la désuétude des techniques de production, les coûts élevés du capital, des services de transport et de télécommunications, des intrants (importés et

locaux) et de l'énergie, et le manque ou vétusté des infrastructures. Par ailleurs, l'insuffisance de normes et de systèmes reconnus internationalement pour le contrôle de la qualité de nos produits les rend plus susceptibles aux barrières techniques aux échanges, mesure de protection de plus en plus utilisée, surtout par les pays industrialisés. La non-diversification, aussi bien géographique qu'en termes de produits, rend nos économies particulièrement vulnérables et dépendantes.

Nous devrions progressivement commencer à harmoniser et coordonner nos politiques fiscales et monétaires afin de créer un environnement permettant à l'intégration d'exercer pleinement ses effets sur nos économies et ceci sans distorsions au niveau national. La rationalisation des droits d'importation devra y contribuer en permettant de réduire les exemptions et concessions tarifaires. Les similitudes économiques (surtout au niveau des biens produits) qui ont de tout temps attisé la concurrence entre nos États devront désormais être exploitées de manière à développer plutôt une complémentarité. Ceci peut se faire en exploitant à fond les avantages comparatifs dont dispose chacun de nos États. Une transformation substantielle de nos produits pourrait résulter d'une telle stratégie surtout dans des domaines comme le coton, les textiles et vêtements, dont les industries sont intensives en main-d'œuvre. Ceci nous permettrait de consommer dans la région une partie substantielle des matières premières que nous produisons et de pouvoir en influencer les cours.

Ces questions complexes de politiques économiques et commerciales associées à celles de l'échange et de ses instruments nous mettent au cœur des vrais défis à relever notamment ceux qui touchent la gestion des monnaies nationales.

L'Union monétaire envisagée sera incontestablement garantie d'une bonne gestion si elle donne à la Banque Centrale qui en sera l'expression l'indépendance nécessaire qui limitera les facilités dont ne manqueront jamais d'user les États pour faire face à leurs difficultés ponctuelles.

Et c'est ici que nous devons aborder la délicate question des relations de la CEDEAO avec d'autres structures d'intégration et de coopération ayant sur le même terrain ouest-africain et à l'extérieur de celui-ci.

### DE NOUVELLES FRONTIÈRES

Une des tâches essentielles et prioritaires au secrétariat exécutif de la CEDEAO sera de travailler avec intelligence à l'harmonisation des apports de tous les groupes sous-régionaux œuvrant dans le même espace communautaire, qu'il s'agisse du Conseil de l'Entente, de l'Union du Fleuve Mono, de l'Union des États riverains du Niger, de l'Organisation de la Mise en valeur du fleuve Sénégal ou de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), il convient de toujours partir, dans l'analyse, de l'idée très positive d'une réponse à un besoin, d'une utilité recherchée qui se poursuivra sauf preuve du contraire.

Cela dit et constaté, il est bénéfique à la CEDEAO reconnue comme le plus grand espace communautaire de l'ouest-africain, d'appliquer dans ses relations avec ces organismes le principe de la *subsidiarité* qui consiste à faire réaliser à un niveau local ou sous-régional limité, ce qui peut être accompli ou réalisé au mieux sans encombrement de la CEDEAO dans ses charges et dans son propre calendrier. C'est d'ailleurs là le principe qui guide l'Organisation des Nations unies dans ses rapports avec les institutions régionales à travers le monde.

Un travail minutieux de relations mieux construites, de convergences mieux étudiées filira par enrichir l'ensemble sans gêner aucune institution. Cet effort aboutira à prouver la nécessité réelle de telles activités entreprises par telle organisation et amènera peut-être à se poser de sérieuses questions sur l'existence même de la structure concernée.

La CEDEAO, quant à elle, en plus de faciliter les complémentarités utiles à ses États membres et aux populations bénéficiaires, pourra définir pour elle-même des chantiers sur lesquels n'ayant encore la moindre idée ou la moindre pré-sensée, elle pourra aisément démontrer sa capacité d'invention et sa réelle efficacité.

La recherche de nouveaux partenaires pour le développement africain ou encore l'ouverture de nouveaux programmes avec les partenaires déjà en action, voilà qui peut donner une impulsion nouvelle à notre institution. Un exemple concret — l'apparte-

nance à la CEDEAO de la Guinée Bissau et du Cap-vert, pays de langue portugaise peut ouvrir à l'ouest-africain le grand espace du Brésil et de l'Amérique du Sud — en matière de technologies appropriées, de transformations industrielles, sans perdre de vue l'enrichissement culturel réciproque.

Sur ce chapitre des nouvelles frontières et des nouveaux rivages, il convient de revenir à la question du retrait de la Mauritanie et ne pas s'arrêter à la constater. Un travail doit être entrepris pour renouer les rapports avec ce pays et favoriser une coopération qui peut aller plus loin que l'ancienne en visant aussi le Royaume du Maroc qui reste un partenaire privilégié dans cette géopolitique en construction.

Les limites extérieures de la CEDEAO apparaissent ainsi moins rigides et pourraient permettre des avancées de travail et d'action avec des pays comme le Cameroun et le Tchad dont les économies s'imbriquent tout naturellement dans celles de l'ouest-africain.

Et voilà une CEDEAO devenant trait d'union et point d'appui pour un Marché Commun Africain de plus grande dimension.

Les idées que l'on vient de développer suffisent à démontrer l'ampleur des tâches pour une CEDEAO décidée à répondre aux objectifs définis par ses créateurs.

Pour persévérer dans sa mission, elle a besoin d'être portée par une opinion africaine déterminée à relever tous les défis. Elle a besoin d'une jeunesse motivée pour conquérir.

Cette jeunesse où la trouver ? Dans les écoles et les ateliers mais aussi sur les stades et c'est légitime.

Les stades sont un autre carrefour d'excellence de jeunes, les valeurs sportives constituent une référence certaine et nous devons y recourir pour asseoir la confiance en nous-mêmes, former les entraîneurs du développement en tous domaines et favoriser la cohésion sociale. Manifestations sportives et culturelles, foires, expositions organisées sous l'égide de la CEDEAO, tout ceci voudra dire que le Traité d'Abuja évoluera certainement pour un jour se muer en Charte ou Constitution proclamant en son Préambule, « Nous les Peuples de l'Ouest Africain », Et ce sera l'affirmation des droits de tous, des enfants et des femmes, des plus jeunes et des plus anciens. Ce sera l'attention aux réfugiés et aux personnes déplacées grâce à la promotion d'initiatives humanitaires africaines responsables et soutenues.

Ce sera la renaissance de l'Institut des peuples noirs devenus peuples de rayonnement et de partage. La CEDEAO, c'est aussi cette promesse-là.

Elle est en vérité une espérance collective qui nourrit notre vision d'un ensemble toujours plus concret, toujours plus proche et reconnu par tous quotidiennement utile.

### CONCLUSION

Il nous faut un espace de paix et de développement ce qui implique la prévention et le règlement des conflits.

Il nous faut un espace de développement collectif, ce qui implique l'attention aux pays les plus éprouvés par leur insularité et leur enclavement, ce qui implique aussi la suppression des barrières et des contraintes qui empêchent le progrès solidaire.

Il nous faut nous appuyer sur les instruments de croissance et d'abord les technologies adaptées à nos besoins qu'elles soient des techniques nouvelles d'information ou des méthodes de culture et de transformation tout simplement efficaces.

Il nous faut dans les négociations internationales des cadres compétents nous appuyant au dialogue international et sachant préserver et faire valoir nos droits et nos intérêts. Et nous devons les former, les mettre en réseaux et les éprouver dans l'action.

Il nous faut démontrer chaque année, à chaque étape les progrès accomplis pour réussir l'intégration en marche en publiant régulièrement nos bilans, nos conquêtes et nos défis.

Ce sera chaque fois l'occasion de réaffirmer notre volonté politique qui est celle d'un Espace Ouest-africain de plus en plus confédéré, sans barrières et sans rivages et suffisamment fort pour préfigurer une Autre Afrique, celle enfin organisée pour son authentique développement.